
HISTORIA
magazine
106
Hebdomadaire paraissant le lundi - nº 359 - France 3,50 F
Belgique 35 FB/Suisse 3,50 FS - UNE PUBLICATION TALLANDIER
LA GUERRE
D'ALGÉRIE
EVIAN 18 MARS : LA PAGE EST TOURNÉE



DU CESSEZ-LE-FEU A BAB-EL-OUED

Jean FONTUGNE

La signature des accords d'Évian et l'annonce officielle du cessez-le-feu ne surprennent pas les pouvoirs publics. En Algérie, depuis plusieurs semaines, les tracts appelant à l'arrêt des hostilités ont été imprimés et envoyés dans les préfectures. Dès le 19 mars, à Paris, au cours d'une réunion extraordinaire, le conseil des ministres approuve immédiatement les « décrets relatifs aux conditions de l'autodétermination des populations algériennes et l'organisation provisoire des pouvoirs publics ».

Les événements se précipitent donc et le général de Gaulle s'y emploie. Certes, la reconnaissance du G.P.R.A. par l'U.R.S.S., dès le 19 mars, provoque un geste de mauvaise humeur du chef de l'État qui se traduit finalement par le simple rappel des ambassadeurs. Mais, déjà, les pays arabes félicitent la France et le grand dessein du général de Gaulle (la normalisation des rapports avec le tiers monde) prend corps.

Ce même jour, avant le « débat-fiction » qui doit se dérouler au Parlement le 20 mars, un haut-commissaire est nommé en Algérie, ainsi qu'un président algérien (la veille encore incarcéré) de l'exécutif provisoire qui siégera à Rocher-Noir.

Mais si l'Assemblée nationale est incapable de changer l'évolution des événements, l'O.A.S. n'est pas disposée à accepter les accords.

L'organisation décide que les 19 et 20 mars seront des journées de deuil et de silence marquées par une grève générale dans les centres urbains. Et alors que paraît au Journal officiel *le décret portant amnistie de vingt mille détenus algériens, éclatent à Alger les premiers affrontements directs entre l'armée et les forces de l'ordre, d'un côté, et l'O.A.S., de l'autre.*

De Paris, la situation ainsi créée paraît d'une extrême gravité. A quelques jours du référendum, cette sanglante insurrection n'annonce-t-elle pas une nouvelle rébellion qui prendrait la suite de celle qui naquit sept années auparavant, le jour de la Toussaint rouge?

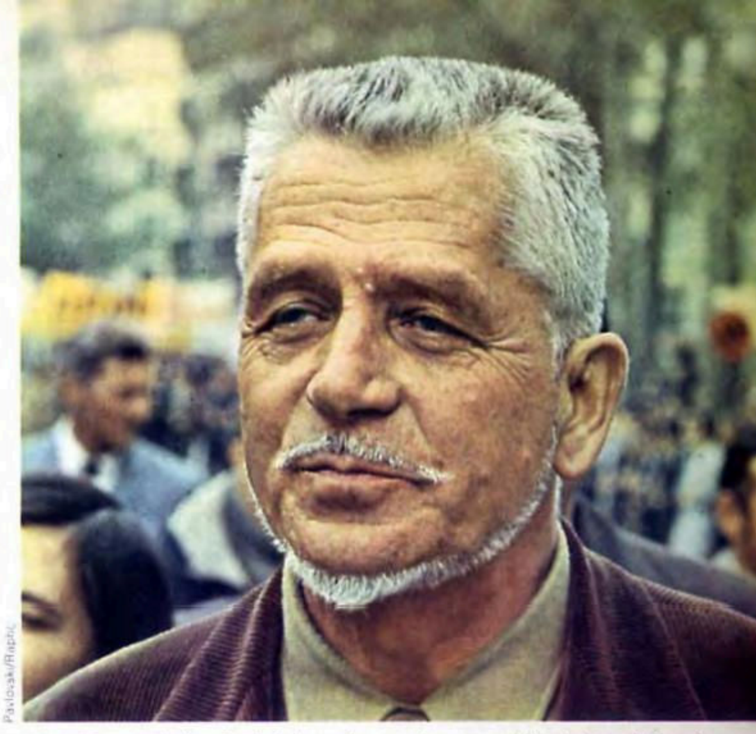
J. F.

Sommaire n° 106 - Historia magazine n° 359



J.-S. Busin

Préfecture de Lons-le-Saunier : une petite porte très discrète que les délégués français utiliseront fréquemment pour se rendre à leurs mystérieux rendez-vous...



Pavlovsky/Rapho

Robert Buron : de l'esprit, de la bonne humeur. Les autres délégués français l'appelleront « Buron des Burettes », le « Boute-en-train » ou encore le « Bouc en train »...



J.-S. Busin

Préfecture du Jura. L'ancien président du Conseil, Edgar Faure, venu à Lons inaugurer une école et une salle de sports, sera reçu avec chaleur par le préfet Aubert.



E.C.P.A.

Le général de Camas : une résistance de fer. Il supportera vaillamment les longues négociations. Pourtant, le dernier jour, il accusera, lui aussi, la fatigue.

DE LA PETITE HISTOIRE

Le samedi 27 janvier 1962, les contacts reprennent enfin après une longue interruption. Dans la soirée, Joxe et de Leusse, accompagnés du général de Camas et de Roland Billecart, arrivent à Lons. Mais cette fois, il a été décidé que la réunion se tiendrait à la préfecture, ou plutôt dans les bâtiments de la préfecture. De fait, à quelque distance de l'hôtel préfectoral, vient d'être à peu près terminé un petit immeuble de logements de fonction, comprenant quatre appartements, dont un pour le stagiaire de l'E.N.A. L'immeuble offre l'avantage d'une entrée particulière sur une petite rue peu fréquentée et, par conséquent, discrète.

Les ouvriers n'ont, cependant, pas terminé les travaux et il s'agit d'aménager les locaux du stagiaire, du moins le temps d'un week-end. Le préfet Aubert se charge lui-même de l'opération, avec l'aide de son chef de cabinet, le seul collaborateur à se trouver dans le secret. Le travail consiste d'abord à réunir un mobilier sommaire; tables, chaises, sous-main, cendriers, sans oublier quelques casseroles, de la vaisselle et des couverts pour le thé ou le café. Les meubles, les fournitures sont pris directement dans les bureaux, en repérant soigneusement leur

téléphone sonne... c'est le premier ministre

Le lundi, les entretiens avec les délégués F.L.N. ont lieu au « chalet du Yeti » et ne se terminent qu'à 23 h 15 par l'épuisement complet de la délégation française. Seul, le général de Camas reste encore frais. Les prochaines rencontres sont fixées aux 6, 7 et 8 février et on peut augurer une issue favorable. « On aura fait cent fois plus dans le Jura en quelques réunions qu'à Évian pendant des semaines », reconnaît Joxe. Une chose paraît, toutefois, surprenante, c'est l'absence de la presse. Il y a là un phénomène qui tient du miracle, d'autant qu'une trentaine de personnes au moins sont au courant de l'affaire.

Il faut cependant rester vigilant. Déjà la conférence tenue dans l'appartement du stagiaire de l'E.N.A. fait sérieusement jaser. Si tout a été remis soigneusement en place, le lundi matin, les ouvriers n'en ont pas moins trouvé les portes dans un état lamentable. C'est le point de départ d'un véritable roman érotico-policier qui fait le tour des services de la préfecture. A l'occasion d'une visite d'Edgar Faure, le préfet et son chef de cabinet se sont livrés à n'en pas douter, à une partie fine avec des partenaires du sexe féminin.

Mais il y a plus grave; avec Edgar Faure, justement. Des indices laissent supposer que le président est au courant, en partie, des négociations. Peut-être serait-il bon de lui dire ce qu'il en est. L'occasion se présente le 9 février. Ce jour-là, Edgar Faure débarque dans le département du Jura où il n'est pas venu depuis un temps infini. Il doit inaugurer, avec le préfet, une école et une salle de sports à Lons. Reçu à la préfecture, on lui fait les honneurs de l' « appartement ministériel », qu'il croit inaugurer, alors que Joxe y a déjà passé plusieurs nuits. Le président paraît en excellente forme. Il est intarissable sur son agrégation, qui s'est soldée par un succès prodigieux et sans précédent. Pour que le jury l'ait classé premier, il fallait vraiment que cette place fût incontestable. L'Éducation nationale est, en effet, jalouse de son indépendance et de ses prérogatives et elle ne pouvait en aucun cas être soupçonnée de favoritisme en face d'un candidat aussi prestigieux. N'y a-t-il pas eu, par la suite, des protestations sur la prétendue incompatibilité des fonctions de sénateur et de professeur de droit?

Le lendemain matin, telle la statue du Commandeur, le préfet se présente de nouveau devant Edgar Faure et entreprend de l'avertir d' « un drame de conscience qui le ronge par rapport à lui-même ». Dès le début, le président affiche un visage anxieux. « Cela me concerne-t-il? — Pas précisément. — Le général de Gaulle doit venir en voyage officiel dans le département? — Pas pour le moment. — On vous offre un autre poste plus important? — Vous en seriez le premier averti. — Il y a menace de putsch? — Vous n'y êtes pas du tout. Vous ne vous êtes pas rendu compte, monsieur le président, qu'il y a de nombreux va-et-vient de voitures dans le département? — Oui, et alors? — Que ce département est un département où l'on circule beaucoup? — Oui, mais encore? — Enfin, monsieur le président, nous avons une frontière commune entre le département et la Suisse... » Edgar Faure répète : « Oui, nous avons une frontière commune... », et, soudain, la lumière se fait : « Vous ne me direz tout de même pas qu'il s'agit de ces fameux entretiens secrets dont on parle ? — Mais si, justement, c'est incroyable, vous avez deviné! »

A la frontière, les journalistes s'agitent. Des rumeurs ▶ circulent, faisant état d'entretiens secrets. Où sont les délégués? On parle de réunions dans un wagon...



G. Ménager/Paris-Match



G. Ménager/Paris-Match



G. Ménager/Paris-Match

La « diablotine » de « France-Soir »

Edgar Faure est au comble du ravissement. Bien entendu, il gardera le silence. Il est lui-même homme d'État, il a été président du Conseil, il n'y a pas de question. Il ne cache pas, cependant, sa stupéfaction. Comment un tel secret n'a-t-il pas transpiré, et ce, depuis le mois de décembre? Il n'en revient pas.

Le soir même, les « amis » débarquent à nouveau en Franche-Comté. Mais, cette fois-ci, l'arrivée a lieu par la gare de Frasne et c'est le chalet du préfet à Malbuisson qui servira de gîte aux « ingénieurs du tourisme ». Quant aux entretiens, ils se déroulent, le dimanche 11 février, au Yeti. Il y a là, naturellement, Joxe, de Leusse, le général de Camas, Roland Billecart, rejoints pour la première fois par Buron et de Broglie. La délégation F.L.N. est aussi plus étoffée, avec Belkacem Krim, Saad Dahlab, Ben Tobbal, Yazid, Malek, Ben Yahia, Ahmed Francis.

Pour déjouer la surveillance des journalistes suisses qui ont pris position à la frontière et qui attendent le passage des plénipotentiaires, un petit scénario a été mis au point. Toute la délégation F.L.N. est montée dans la première voiture suivie de deux autres véhicules. Passé le poste, ceux-ci se mettent à zigzaguer sur la route verglacée pour bientôt se mettre franchement en travers, bloquant le chemin aux voitures des journalistes, qui ne peuvent passer. Ce manège permet au premier véhicule de filer et de rejoindre le Yeti, sans encombre. Utilisé à plusieurs reprises, le manège obtiendra toujours le même succès. En fin de compte, jamais les journalistes ne réussiront à percer le mystère des Rousses. Ils échafauderont les hypothèses les plus compliquées. Au gré des journaux, les conversations se dérouleront tantôt à Yverdon, tantôt à Küssnacht, près de Zurich, ou bien au château d'Arlay, ou encore à la clinique de Champagnole, voire à bord d'un navire de guerre ou dans un wagon se déplaçant sur une voie ferrée stratégique. Hélène Karsenty elle-même, la « diablotine » de *France-Soir*, venue se reposer à Malbuisson, ne soupçonnera absolument rien, pas plus que les propriétaires du « Gai-Pinson » ou le pompiste, qui se trouvaient juste en face du Yeti.

On n'en est pas moins à la dernière étape et du mercredi 13 au lundi 19 février au matin vont se dérouler sans désemparer les ultimes contacts. Tout le groupe français, y compris les inspecteurs de la sécurité et les chauffeurs, a pris pension au Yeti, le séjour de Malbuisson finissant ▶



J.-S. Bussac

◄ *Ci-contre :* **les garages du chalet du Yeti, où les Ponts et Chaussées rangent leurs chasse-neige.** ***Ci-dessous à gauche :*** **le col de la Faucille, que les délégués algériens empruntent chaque jour en venant de Suisse.**



J.-S. Bussac

un incident éclate entre Buron et Dahlab ...

par devenir malsain. Tous les jours, les délégués F.L.N. arrivent de Suisse, suivant le scénario prévu, et repartent le soir. Tout le long de la semaine règne encore un froid sibérien avec bise et chutes de neige. Un soir, il faudra mettre en œuvre un des chasse-neige du Yeti pour dégager la voiture des délégués F.L.N. bloquée par une congère.

La cohabitation de la troupe ne se fait pas sans de menus problèmes. Joxe est le seul à disposer d'une chambre. Il est également le seul à avoir le téléphone. De Broglie couche dans la salle des conférences de l'appartement, dès le départ des Algériens. Il dort dans une tabagie épouvantable, d'autant que le froid intense ne permet guère d'ouvrir les fenêtres. Quant à Buron, il a élu domicile dans la chambre que les plénipotentiaires algériens occupent dans la journée, et tous les soirs il retrouve son lit dans un état affreux. Les délégués l'utilisent comme divan.

Il y a également de délicats problèmes d'intendance. Il faut prévoir chaque jour trois repas pour vingt personnes et certains, comme Buron, ont un appétit d'ogre. C'est la femme du chef cantonnier qui se charge de la cuisine, mais c'est le préfet lui-même qui fixe les menus. Quant aux achats, ce sont deux inspecteurs qui s'en chargent, à la grande surprise des fournisseurs. Ceux-ci ne peuvent s'empêcher de poser des questions. La réponse est vague : il s'agit d'une colonie d'enfants... qui se livrent à une consommation alarmante de bière et de vin!...

L'atmosphère n'en reste pas moins très détendue même si toute sortie est rigoureusement interdite. Buron se charge d'égayer les repas et les soirées. C'est un personnage haut en couleur, amusant, que certains considèrent parfois hâtivement comme un original. Les pensionnaires du Yeti finissent par l'appeler « Buron des Burettes », ou le « Boute-en-train », ou encore le « Bouc en train ». A l'entendre, sa barbe serait responsable de son échec au concours de l'inspection des finances. Il aurait refusé de céder à Baumgartner qui tenait à la lui faire couper. Seule la menace d'une arrestation par la Gestapo, pendant la guerre, le contraindra à ce sacrifice.

Buron s'efforce également de rompre le climat des négociations, qu'il trouve lourd et monotone. Le laconisme de Belkacem Krim a, en particulier, le don de l'excéder. Avec l'accord de Joxe, il provoque, sous un prétexte mineur, un trouble dans la réunion. Un jour, il s'emporte, tape du poing sur la table et sort de sa poche un énorme couteau à cran d'arrêt, avec lequel il se met à tailler un crayon... Les délégués algériens dissimulent mal leur stupeur. Tous les jours encore, Buron casse une chaise et la met en réserve dans la cuisine...

« Il faut rentrer »

Le dimanche 18 février, on a enfin l'impression de toucher au but. Un coup de téléphone de De Gaulle à Joxe permet de préciser les points les plus importants : Mers el-Kébir, 14 ou 15 ans de présence renouvelable; mise à la disposition du Sahara pour les expériences atomiques, 4 ans non renouvelables; l'armée française sera ramenée à 80 000 hommes au bout de six mois, une fois l'autodétermination acquise. Le général termine : « Il faut rentrer. Ne tardez pas davantage. Ne perdons plus de temps. » Dès lors, on décide d'en terminer au finish et d'y passer la nuit, s'il le faut. Tout le monde est sur les nerfs. Un incident non préparé cette fois, éclate entre Saad Dahlab et Buron. Joxe est obligé d'intervenir et d'apaiser le différend. Le général de Camas accuse à son tour le coup et se perd dans sa liste de camps militaires, de casernes et d'aérodromes. Il souffre de claustrophobie, comme les Français des îles Kerguelen, au cœur de l'hiver austral. Enfin, le lundi 19 février à 5 h 10 du matin, l'accord est réalisé, le procès-verbal signé. La conférence s'achève. A 8 h 30, tout le monde se sépare et Joxe franchit pour la première fois la frontière suisse pour gagner l'aéroport de Genève, où il doit prendre l'avion pour Paris. Quant au préfet Aubert, après un bref coup d'œil au Yeti, où il découvre deux mitraillettes oubliées dans la hâte du départ, il reprend le volant de sa DS pour Lons-le-Saunier où, écrasé de fatigue, il va dormir maintenant dix-huit heures d'affilée. **H**

Philippe MASSON
d'après le préfet AUBERT

L'O.A.S. MÉTRO A LE VENT EN POUPE



Conessa/Paris-Match

En haut : le général Salan devenu « Soleil », chef de l'O.A.S. Après être resté pendant un temps caché dans des fermes de la Mitidja, il avait rejoint Alger et l'O.A.S. en pleine organisation et en avait pris la tête. *Ci-dessus :* de Gaulle, à Strasbourg, s'adresse à l'armée le 23 novembre 1961 : l'atmosphère est lourde.

Le jeudi 7 septembre 1961, l'arrestation de Maurice Gingembre, à sa descente d'avion, à Maison-Blanche, par le fameux colonel Debrosse avait été un coup porté à l'O.A.S., et plus particulièrement à sa branche métropolitaine. Je connaissais l'importance des documents saisis puisque c'est moi-même qui les avais confiés à cet ami avant son départ pour Alger. Ils avaient été codés et « démarqués » soigneusement, mais la police connaît son métier et je savais que Debrosse n'hésiterait pas à employer les moyens forts pour tirer de Gingembre le maximum de renseignements. En fait, cette arrestation sera encore plus catastrophique que je ne l'imaginais. L'état-major de l'organisation en Algérie frisera la destruction et celui de métropole sera profondément désorganisé par l'hécatombe du 9 septembre. Deux généraux furent appréhendés : Vanuxem *(Verdun)* et Crèvecœur *(Cannes)*. Puis ce fut au tour du colonel de Blignières, du profes-

Mouloud Feraoun, homme de cœur et merveilleux conteur

« J'ai peur du Français, du Kabyle, du soldat, du fellagha. Il y a en moi le Français, il y a en moi le Kabyle. Mais j'ai horreur de ceux qui tuent, non parce qu'ils peuvent me tuer, mais parce qu'ils ont le courage de tuer. »

L'homme qui a écrit ces lignes, Mouloud Feraoun, ce modéré, ce pacifique, cet enseignant à la bonté rayonnante, épris de justice, au dire de ceux qui l'approchent, les tueurs de l'O.A.S. l'ont pris pour cible.

Mouloud Feraoun est né en 1913 à Tizi-Hibel près de Fort-National, à 130 kilomètres d'Alger. Ses parents, d'humbles fellahs qui vivaient dans une seule pièce, basse de plafond, au sol en terre battue, ne savaient ni lire ni écrire. « Mon père était véritablement un gueux. Il a toujours trimé. Depuis 1910, il avait appris le chemin de la France », dira-t-il plus tard.

L'enfance, l'adolescence du petit Mouloud, l'écrivain la racontera dans le Fils du pauvre *: une vie de petit paysan misérable, à qui cependant la chaleur familiale n'a jamais manqué. Gamin, il fréquente l'école du village, construite en 1894 (il n'y a jamais eu d'école de filles). Excellent élève, il obtient, à quatorze ans, une bourse qui lui permet d'entrer à l'E.P.S. de Tizi-Ouzou.*

En 1932, jeune garçon au corps sec, très brun, de caractère taciturne, il entre à l'École normale, sur les vertes collines de Bouzaréa, au-dessus d'Alger. Il y fait la connaissance d'Emmanuel Roblès, qui rédige un journal de potaches, le Profane. *Entre eux naît une amitié que les ans fortifieront et qui ne se démentira jamais.*

« Nous l'aimions tous, rapportera Roblès, évoquant le souvenir de son condisciple. Il ne pratiquait aucun sport tant ses études l'accaparaient. Il pouvait travailler chaque nuit jusqu'à 2 heures et maintenir cet effort grâce à sa robustesse montagnarde. Faute d'argent de poche, Mouloud descendait très peu en ville et occupait ses loisirs à des « lectures utiles » et à des promenades dans les collines. Il savait rire et tout le monde appréciait son humour. »

Nommé instituteur à vingt et un ans, Mouloud Feraoun occupe d'abord un poste à Taourirt-Moussa, face au panorama du Djurdjura. Puis, de mutation en mutation, cet amoureux des montagnes kabyles, qui, dit-il, « ressemblent un peu aux Pyrénées », se rapproche de son village natal. Il connaît ses meilleurs succès d'écrivain alors qu'il dirige le collège de Fort-National.

Car il a besoin, pour s'exprimer pleinement, de l'atmosphère ancestrale, de ce monde étrange et fermé de la Kabylie qui sera la matière même de son œuvre. Ses frères y vivent dans de petits villages disséminés sur les crêtes, dans des maisons où l'on s'entasse à sept ou huit, parents et enfants. Ils sont comparables, ces villages, aux cités grecques où l'on partageait l'existence de communautés démocratiques. Dès que les jeunes commencent à avoir de la moustache, ils sont admis aux réunions des adultes qui ont lieu après le travail sur la djemaa *(la grand-place). Il n'y a pas de président de séance : les plus raisonnables sont les plus écoutés.*

Feraoun, qui, depuis son adolescence, tient un journal intime, rêve de faire comprendre au monde l'âme des hommes de ce pays, de ces hommes contraints à s'expatrier et qui pensent que la France est la Terre promise, où ils trouveront ce qu'ils ne peuvent trouver chez eux : de quoi vivre.

Son premier ouvrage, le Fils du pauvre, *est une autobiographie romancée. Édité en province ce livre voit son tirage s'enlever en quelques jours. Albert Camus salue ce débutant plein de promesses dont l'ouvrage est couronné, en 1951, par le Grand Prix littéraire de la Ville d'Alger. Son second roman,* la Terre et le Sang, *est plus ambitieux. Ce ne sont plus des souvenirs d'enfance, mais la vie de tout un village qu'il évoque à travers l'histoire d'un ouvrier revenant au pays natal avec sa jeune femme, après avoir émigré.*

La Terre et le Sang, *qui obtient le Prix populiste, le classe parmi les meilleurs écrivains algériens. Il aborde ainsi la plupart des thèmes communs à la littérature nord-africaine : la misère, l'émigration, le mariage mixte, le conflit des civilisations. Feraoun sait exprimer les tristesses de l'exil, l'impossibilité pour l'exilé de trouver une place honorable au milieu des étrangers, la désunion des familles, les enfants à l'abandon, les femmes qui se dessèchent sur pied.*

Tout cela, il le rend avec une résignation amère. En exergue d'un de ses livres il place cette phrase de Tchékhov : « Nous travaillerons pour les autres jusqu'à notre vieillesse et quand notre heure viendra, nous mourrons sans murmure et nous dirons dans l'autre monde que nous avons souffert, que nous avons pleuré, que nous avons vécu de longues années d'amertume et Dieu aura pitié de nous... »

Après la Terre et le Sang, les Chemins qui montent, Jours de Kabylie, les Poèmes de Si Mohand *sont autant d'œuvres qui témoignent de son plein épanouissement, de la parfaite possession de son art. Son ami Emmanuel Roblès peut alors écrire : « Comme Lorca avec l'Andalousie, comme Giono avec la Provence, Feraoun a pris appui sur son petit peuple kabyle, mais pour atteindre à l'universel. »*

Merveilleux conteur, qui sait donner à la moindre histoire une tournure savoureuse, l'écrivain fait découvrir à ses lecteurs, page après page, ce que c'est en réalité que d'être algérien. Mais l'époque n'est guère propice à une semblable exploration. Et lui, le directeur d'école aimé de tous, le conseiller municipal honoré, celui que l'on vient consulter parfois de très loin, le taleb, *le savant, mais aussi l'homme de cœur et de bon sens, va apprendre ce qu'il en coûte de refuser l'humiliation.*

Cette guerre qui déchire son pays, cette haine dont il se sent entouré, le plongent dans le désarroi, dans la détresse. L'enseignant paisible, attaché à l'humanisme traditionnel de l'Université et qui a cru au rapprochement final par la culture, par la scolarisation, assiste au naufrage de son rêve.

En 1956, un de ses supérieurs européens lui donne l'ordre de participer, en qualité de chef d'établissement scolaire, à la célébration de la prise de Fort-National par les Français, en 1870. Courtoisement, comme à son habitude, Feraoun fait savoir publiquement qu'il refuse de s'associer, à titre officiel comme à titre privé, à une manifestation qui ne peut qu'humilier ses compatriotes.

On lui répond tout aussi publiquement que, s'il s'obstine dans son refus, « on pourrait bientôt retrouver le cadavre de M. le directeur dans un fossé ». Menace qu'il ne s'agit pas de prendre à la légère. Aussi Emmanuel Roblès décide-t-il son ami à quitter Fort-National pour aller s'installer à Alger. Il s'y résout à contrecœur. Il y dirige une école du Clos-Salembier, où les brimades ne lui sont pas épargnées. Puis il entre dans les centres sociaux éducatifs.

Créé en 1955 par Germaine Tillion, avec l'assentiment de Jacques Soustelle, ce service des centres sociaux s'est fixé pour tâche de s'occuper de l'éducation et de l'hygiène dans les milieux algériens les plus défavorisés. En 1957 douze de ces centres sont animés par 120 personnes, autant d'Européens que de musulmans. Elles seront 400 en 1959. Bien qu'accusés de favoriser le F.L.N., les centres sociaux fonctionneront tant bien que mal jusqu'à la veille de l'indépendance, maintenant malgré tout une collaboration étroite et efficace entre les membres des deux communautés.

Au début de 1962, il éprouve le sentiment de sa fin prochaine. Il en fait part à ses familiers, à ses proches. Il doit quitter l'appartement qu'il occupe dans un H.L.M. d'El-Biar, seul Algérien au milieu d'Européens. Il reçoit des lettres de menaces et, en février, il échappe de justesse à une ratonnade en se réfugiant dans l'arrière-boutique d'un marchand de chaussures... Et puis, le 15 mars, quelques jours avant la signature du cessez-le-feu, cet ennemi de la violence tombe en martyr sous les balles, « comme Lorca à Grenade ».

Pierre-Albert LAMBERT





Mouloud Feraoun, instituteur kabyle devenu l'un des plus remarquables écrivains algériens, abattu par l'O.A.S. au siège des Centres sociaux éducatifs *(ci-dessus à droite)*. *Ci-dessous :* sa tombe.



un message de Raoul Salan aux parlementaires



Le colonel Debrosse *(en médaillon)* procéda à l'arrestation de Maurice Gingembre à Maison-Blanche alors que ce dernier effectuait une liaison pour l'O.A.S.

seur Girardet, de François Brisseau, de Jean-Yves Alquier, de Mme Esmonet, etc.

A quelque chose malheur fut bon : pour la première fois l'O.A.S. était la vedette incontestée de la presse parlée et écrite. En insistant sur l'importance des personnes incarcérées, le gouvernement prouvait lui-même à l'opinion publique que l'organisation n'était pas la « bande de jeunes excités » qu'il voulait faire croire, mais un mouvement national dirigé par des personnalités. Ces événements mirent en évidence l'O.A.S.-Métropole. La presse disséqua nos organigrammes, relata à maintes reprises les carrières des principaux responsables, reproduisit nos tracts et déclarations, conférant à l'organisation une importance qu'elle n'avait pas encore. Sans méconnaître les inconvénients d'une telle publicité, qui nous incita à la plus grande prudence, nous cherchâmes à l'utiliser pour accélérer la structuration et renforcer notre cohésion. Presque chaque région comprenait à présent un commandement capable d'organiser la lutte.

Au sommet, nous multipliions les contacts avec des hommes politiques et des parlementaires. Bientôt se constitua un *brain trust* chargé de renseigner le général Salan sur la situation politique et de lui soumettre des projets d'action. Réciproquement, tenu au courant des intentions et des possibilités de l'organisation, ce *brain trust* put manœuvrer en connaissance de cause. Deux parlementaires et un avocat nous servirent d'intermédiaires.

Schématiquement, on peut dire que les mois de septembre, octobre et novembre 1961 correspondent à une offensive continue de l'O.A.S.-Métropole, qui atteindra son apogée de décembre 1961 à février 1962.

Cette offensive commence le 11 septembre 1961 par la diffusion d'un message du général Salan à tous les parlementaires, députés et sénateurs, à la veille du débat sur l'agriculture. Après avoir attiré leur attention sur le drame qui se prépare en Algérie et « souligné solennellement les conséquences tragiques qu'entraîneraient le retrait progressif des forces de l'ordre et la prochaine mise en place du pouvoir algérien », le général Salan demandait aux représentants du peuple de « laisser les Algériens prendre à leur compte la défense de leur terre ».

Bidault prononce un réquisitoire

Concrètement, il demandait que fussent immédiatement mobilisées sur place les huit classes nécessaires, précisant qu'en Algérie tous étaient volontaires pour reprendre l'uniforme. Ce message énergique, réaliste, précis, produit un choc psychologique.

Le 29 septembre, neuf jours après la publication intégrale d'une lettre de Salan au directeur du *Monde*, ce sont tous les maires de France qui reçoivent un message. Puis, coup sur coup, ce sont les conseillers généraux, les préfets, les secrétaires généraux des préfectures, les sous-préfets, les membres des chambres de commerce. Ceux qui ont choisi de servir le pouvoir reçoivent également des lettres dans lesquelles l'O.A.S. leur demande de réfléchir sur la responsabilité qu'ils prennent vis-à-vis des populations qui seront victimes de cette politique.

Ensuite, nous nous adressons à l'armée par un « mémorandum aux officiers de l'armée française », suivi d'un appel aux officiers et sous-officiers pour les mettre en garde contre ce que de Gaulle va leur demander à Strasbourg, où il a décidé de les réunir.

Cette campagne porte ses fruits en novembre.

Le 8, en effet, un débat, attendu dans la passion, s'ouvre à l'Assemblée nationale sur la politique algérienne du gouvernement. Porte-parole incontesté des parlementaires « Algérie française », le président Bidault prononce un réquisitoire implacable contre la politique gaulliste. Il est relayé à la tribune par Lefèvre d'Ormesson, Vinciguerra, Pasquini, Domenech et Le Pen, qui affirment tour à tour *la légitimité de l'O.A.S.* C'est une bombe dans l'opinion publique!

Le lendemain, au cours de la discussion des crédits militaires, ils proposent un amendement capital. « Réduisez le service militaire à dix-huit mois, demande François Valentin, président de la commission de la défense nationale, et compensez le déficit en hommes ainsi créé par la mobi-

à l'Assemblée, quatre-vingts députés, à la surprise générale, vote



A. Lefebvre/Paris-Match

◀ Les attentats au plastic ordonnés par l'O.A.S.-Métropole sont nombreux dans les premiers temps. Mais devant leur impopularité, Pierre Sergent décide d'y mettre fin. Malheureusement il n'est pas obéi...

lisation de huit classes en Algérie. » C'était purement et simplement reprendre le vœu exprimé par le général Salan, deux mois plus tôt.

A la surprise générale, quatre-vingts députés votent l' « amendement Salan ». L'O.A.S. a le vent en poupe.

Huit jours plus tard, le 16 novembre, le Comité de Vincennes tient à la Mutualité une réunion qui obtient un succès considérable. Le 22, de Gaulle réagit en faisant perquisitionner au siège du Comité et en prononçant la dissolution de cet organisme.

Depuis, plus aucune opposition légale à la politique algérienne de De Gaulle n'est possible. Il ne reste plus qu'une solution : l'insurrection armée.

Les chefs de l'O.A.S.-Métropole n'avaient pas attendu le 22 novembre 1961 pour être convaincus que c'était bien la seule façon de contraindre de Gaulle à quitter le pouvoir. Tenus de faire vite, nous n'avions pas le temps d'organiser dans le calme une armée secrète capable d'inquiéter le gouvernement. Nous étions donc obligés de créer un climat de trouble afin de mobiliser très vite les Français. L'apathie de la métropole ne servait qu'au pouvoir. De Gaulle prétendait avoir la confiance de tous les Français. Nous devions d'abord prouver que ce n'était pas vrai. Telle est la raison fondamentale de l'emploi de la violence en métropole.

Ce premier objectif avait été atteint dès la fin de l'été 1961. Plus rapidement que je ne l'imaginais. Il n'est que de lire la presse de l'époque pour constater la surprise de l'opinion.

Afin de contrôler la mise en place des réseaux et leur efficacité, j'avais organisé trois opérations combinées parfaitement réussies qui avaient montré que nous pouvions agir le même jour et à la même heure en de multiples points du territoire. Et cela, sans faire de victimes.

Une arme à double tranchant

Dès fin septembre, la grande majorité des rapports que nous recevions souligna que l'effet psychologique des attentats au plastic pouvait se retourner contre nous et *nous prîmes la décision de les interdire.* Nous constations, en effet, que certains groupuscules agissaient de façon de plus en plus anarchique sous la couverture de l'O.A.S.

Malheureusement, il aurait fallu pouvoir expliquer cet ordre, puis condamner et punir de façon spectaculaire ceux qui ne le respectaient pas. Notre faiblesse fut de ne pas le faire et de ne pas être obéis. On continua, au bas de l'échelle, à « se défouler » à coups d'explosifs.

Nous avons beau désavouer certaines actions, il n'y a rien à faire. Les 8 et 9 novembre 1961, on compte encore sept explosions à Paris. Le 17 novembre, c'est le drugstore de l'Étoile qui saute. La déflagration est telle que les experts estiment la charge à plusieurs kilos de plastic.

Le 4 décembre 1961, je signe une directive qui fixe la nouvelle orientation de l'action. En voici des extraits : « L'O.A.S.-Métro est maintenant une force avec laquelle le pouvoir doit compter. La masse sent que l'O.A.S. gagne du terrain. Il convient donc d'orienter notre action de telle sorte que non seulement l'O.A.S. ne perde pas une position encore précaire, mais, au contraire, progresse plus vite et plus profondément.

» L'explosif est une *arme à double tranchant*. Elle touche trop souvent des personnes qui n'ont rien à se reprocher. Le risque d'atteindre des innocents (enfants, femmes, vieillards, etc.) est trop grand pour qu'il n'en soit pas tenu compte. Le délégué régional est seul habilité à prescrire une action par explosifs sur l'étendue de sa région. En métropole, où l'action violente a — même dans nos rangs — de nombreux adversaires, il faut multiplier les actes de grande portée psychologique. »

Malgré d'immenses difficultés dues à un climat souvent hostile, l'ensemble de l'organisation en métropole suit ces directives. Les murs se couvrent de graffiti et du sigle O.A.S. Des gerbes de fleurs sont déposées au pied des monuments aux morts, des emblèmes flottent un peu partout, y compris sur l'Hôtel de ville de Paris — le 10 décembre —, ce qui provoque de violentes altercations au cours d'une séance du conseil municipal.

Pourtant, si spectaculaires qu'elles puissent être, ces actions sont insuffisantes pour dominer le bruit des explosions de plastic que certains enragés continuent de provoquer au gré de leur inspiration. Nous décidons de prouver à ceux qui n'arrivent pas à « dépasser » le plastic qu'il est possible de monter des opérations plus sérieuses et bien plus bénéfiques pour notre cause. Le jeudi 14 décembre, le lieutenant Bernard, du 43e régiment d'infanterie, rallie l'O.A.S. avec toutes les armes de sa section (une AA-52, un L.R.A.C., dix P.M. et douze fusils) que l'un de nos commandos l'a aidé à récupérer.

Le 4 janvier 1962, nous attaquerons le siège du parti communiste, place Kossuth, en plein Paris. Le 7 janvier, un autre commando pénétrera dans le camp militaire de Satory et s'emparera d'un lot d'armes comprenant 4 fusils mitrailleurs et 14 pistolets mitrailleurs. L'O.A.S.-Métropole s'orientait donc vers l'action que souhaitait le délégué général, en plein accord avec les chefs d'Algérie.

Début décembre 1961, j'avais appris qu'un homme qui se disait « colonel » venait d'arriver à Paris. Il prétendait être envoyé par Salan. Méfiant et craignant un piège, je refusai d'abord de le rencontrer. Mais quand je constatai qu'il recrutait des hommes, organisait son propre réseau et sonnait à toutes les portes de nos amis, je finis par accepter une entre-

Paris-Match





Coll. particulière



Coll. particulière

A droite : André Canal, dit « le Monocle », chef de la mission France III. Il dirige le « groupement des commandos d'action ». Sa conception de la lutte pour l'Algérie française s'oppose à celle de Pierre Sergent et les rapports entre la mission France III et l'état-major de l'O.A.S. - Métro sont tendus. *Ci-dessus :* le capitaine Curutchet, chef de la branche O.R.O.

le siège du P.C., place Kossuth, est attaqué

ment violent avec le pouvoir. Un des buts de notre action sera par conséquent de préparer minutieusement cet affrontement afin d'éviter que la France ne connaisse au mieux une réédition de la Commune de Paris de 1871 (si la province ne « bouge » pas), au pire une nouvelle guerre d'Espagne (si la province bouge et si l'armée hésite à basculer dans le camp des mouvements nationaux).

En fonction de cette analyse, nous adoptons un plan de travail minutieux que nous baptisons « Coup de poing », qui a pour but principal de nous mettre en mesure de contrôler les points sensibles de commandement, civils et militaires, sur la majeure partie du territoire.

Si nous nous trouvions placés devant une situation insurrectionnelle déclenchée, volontairement ou non, en Algérie avant que ce plan pût être mis en application, nous devrions alors tenter de paralyser le pouvoir sans nous dévoiler. Nous baptisons « Paso-Doble » le plan correspondant à cette hypothèse.

Parallèlement, nous décidons d'intensifier l'offensive contre le parti communiste, en poursuivant deux objectifs. L'un est stratégique : en attaquant le P.C., nous attaquons l'allié le plus puissant du F.L.N. que nous n'avons cessé de dénoncer depuis 1954. C'est lui qui fournit aux rebelles algériens l'aide la plus efficace dans tous les domaines, les fonds, la propagande et, *via* les partis « frères », les armes et les munitions qui servent à tuer nos soldats. Le second objectif est tactique : mettre le gouvernement gaulliste en position difficile, en l'obligeant à choisir soit de tolérer les réactions du P.C. et apparaître comme son complice, soit de s'opposer à lui et perdre le soutien de la gauche, qui lui est si précieux.

Le 3 janvier 1962, Locussol, ancien militant du parti communiste algérien, conseiller politique du F.L.N. spécialement chargé de constituer des brigades anti-O.A.S., est abattu à Alençon.

Le lendemain, 4 janvier, le siège du P.C. de la place Kossuth est attaqué par l'un de nos commandos. Il est un peu plus de 21 h 30 lorsqu'une voiture débouche au carrefour Châteaudun. A l'intérieur se trouvent les quatre hommes chargés de l'attaque proprement dite. Ils n'ignorent pas que l'immeuble est solidement gardé. La voiture s'arrête face à la porte d'entrée principale. Le commando ouvre le feu. Le bruit provoque une effervescence considérable. Affolés, les passants courent dans tous les sens ou se couchent sur les trottoirs. Un remue-ménage intense envahit l'immeuble du P.C. D'une fenêtre du second étage un homme tire sur le commando. L'un de nos tireurs vise le militant communiste et l'abat d'une rafale. La voiture démarre en trombe, tandis qu'un embouteillage interdit toute poursuite.

Dans la nuit, les dirigeants du P.C. organisent la grande alerte au fascisme. Le lendemain, ils annoncent une manifestation anti-O.A.S. et convient tous les partis de gauche à s'y associer. Dans le même temps, le gouvernement installe d'urgence un dispositif de sécurité sur tout le territoire, notamment aux frontières. Il fait accourir des renforts de gendarmerie et de C.R.S. vers Paris, en prévision d'un coup de force de l'O.A.S., mais aussi par crainte des réactions du P.C.

La manifestation anti-O.A.S. du samedi 6 janvier est cependant un échec partiel pour les communistes *car la S.F.I.O. et les centrales syndicales refusent de s'associer au mouvement*. Pas plus de 20 000 manifestants, au dire des plus optimistes, ne descendent dans la rue ce jour-là.

Fin janvier 1962, nous tirons les premières conclusions de notre offensive anticommuniste. Elle ne sera pleinement efficace qu'aux conditions suivantes :

a) qu'elle soit appuyée par une vigoureuse campagne de propagande;

b) qu'elle se limite au seul P.C., à l'exclusion de la C.G.T. et des autres organisations satellites;

c) qu'elle épargne la gauche non communiste.

Malgré toutes les difficultés qu'elle rencontre, l'O.A.S.-Métropole, à la veille des accords d'Évian, est en pleine progression. Jamais, depuis des années, le prestige de De Gaulle n'a été plus bas. H

Pierre SERGENT

Coll. Brassens

RESURRECTION - PATRIE

CROISADE
POUR UN
ORDRE NOUVEAU

O.A.S
FRANCE



Bonnay/Rapho

A gauche : brochure émise par l'O.A.S.-Métropole et contenant des lettres adressées aux Français pour leur expliquer les motifs et les objectifs de la lutte. *A droite* : en Algérie, l'O.A.S. a frappé une nouvelle fois.

LES CHIENS-SOLDATS



ECPA

Le chien-soldat a été utilisé par toutes les armées du monde depuis des temps immémoriaux. L'armée française, pour sa part, a créé, au lendemain de la seconde guerre mondiale, par l'entremise de son service vétérinaire, le plus grand et le plus perfectionné des chenils d'Europe à l'époque : le 10e groupe vétérinaire, chenil implanté à Linz. Le « berger allemand » en était la vedette.

« VAS-Y, Amux! Cherche... cherche, Gamin! » Dans la froide nuit de mars, nez au vent, nez au sol, les chiens pisteurs se lancent aux trousses des bandes rebelles : celles-ci viennent de franchir le barrage de la frontière franco-tunisienne, faisant sauter des mines au passage. Dans les six minutes qui ont suivi, le peloton d'intervention est arrivé sur les lieux, de toute la vitesse de ses jeeps et de ses half-tracks aux chenilles usées par quinze ans de service sur les champs de bataille de France, d'Allemagne, d'Indochine et d'Algérie.

Le bouclage du secteur critique opéré, une « tête chercheuse », composée de hussards et d'équipes cynophiles, s'efforce de détecter la bande et d'établir le contact. Les bêtes tirent et leurs maîtres éprouvent des difficultés à calmer leur déchaînement instinctif... C'est bon signe! En tête, Gamin, superbe berger allemand de cinq ans, large d'encolure, à la poitrine profonde, mène le train vaillamment.

Ici, les traces sont évidentes. Les yeux des hommes voient ce que sentent les chiens. Mais là, c'est l'énigme totale : les pistes se dédoublent et s'éparpillent en éventail. Indécises, les bêtes s'arrêtent, fouinent, interrogent le sol, repartent. Amux, fin pisteur qui a maintes fois fait ses preuves, tombe soudain en arrêt. Il vient de découvrir une cachabia. Plus loin, c'est une musette contenant un obus de ▶

Ci-dessus : le peloton cynophile de la police urbaine défile à Oran. *Ci-dessous :* un chien suit une piste. Véritable « tête chercheuse », le chien-soldat rendra de multiples services dans la guérilla qui est de règle au djebel. Aussi sera-t-il très redouté des *djounoud.* Pour déceler les bandes, son flair fait merveille.

R. Bail



chiens et hussards se

mortier, puis un pataugas, puis plusieurs kilos de munitions que les hors-la-loi ont semés dans leur course éperdue.

La piste est fraîche. Les empreintes de pas bien visibles. La poursuite dure depuis plusieurs heures maintenant et le jour s'est levé. Là-haut, dans le ciel, un *Piper* d'observation survole le détachement. A présent, les chiens ne marchent plus : ils courent. Par radio, un hussard signale que le contact s'annonce comme imminent. Au P.C., ordre est donné d'envoyer une compagnie de « bérets verts » du colonel Jeanpierre pour soutenir le peloton d'intervention.

Des sections antichars

Celui-ci remonte une pente, contourne des rochers, progresse péniblement dans la végétation haute et touffue... et c'est le premier coup de feu, aussitôt suivi d'un déchaînement d'armes automatiques. Les légionnaires-parachutistes arrivent sur les lieux à l'instant même.

« C'est bien, les gars! Vous avez fait du bon travail. A nous de jouer, maintenant », lancent-ils aux hussards.

Le chien-soldat a été utilisé par toutes les armées du monde, à toutes les époques. Déjà à l'âge de la pierre, ce commensal



E.C.P.A.



E.C.P.A.

élancés sur la piste

de l'homme ne se contentait pas de le seconder dans ses expéditions de chasse. A l'occasion, il défendait son maître attaqué par un membre de la tribu ennemie. Dès lors il restera un auxiliaire précieux de l'homme dans ses activités guerrières.

On ne compte plus les récits des exploits des chiens au cours des batailles de l'Histoire, exploits dont certains ont été gravés dans le bronze ou le marbre des cités antiques. Le grand Cyrus, si l'on en croit Hérodote, entretenait pour la guerre de nombreux dogues dont il confiait l'entretien aux habitants de certaines cités. Celles-ci, en échange, étaient dispensées de payer l'impôt. Lorsqu'il rentra d'exil, le roi Garamantès, rapporte Pline, était précédé d'un bataillon de 200 chiens, avant-garde féroce qui mit en pièces les adversaires qui tentaient de s'opposer à son retour.

Des gravures nous représentent, au Moyen Age, un combattant à quatre pattes recouvert d'une armure comme un chevalier de premier rang, le cou orné d'un collier hérissé de pointes qui en faisait un adversaire redoutable de la cavalerie. Et puis les méthodes de guerre changèrent. L'emploi militaire du chien s'adapta. On vit à l'œuvre des chiens ambulanciers et des chiens sentinelles pendant la guerre

A côté des bergers allemands, et pour satisfaire les besoins, il est fait appel à d'autres races de chiens qui donneront également d'excellents résultats.



E.C.P.A.

russo-japonaise, tandis que, de son côté, l'armée française utilisait le robuste chien des Pyrénées pour transporter les munitions. La guerre de 14-18 fut l'occasion de l'emploi sur une grande échelle du meilleur ami de l'homme. Pour les besoins de leurs transmissions et de leur Croix-Rouge, les Allemands en utilisèrent 30 000. Sur le front français 5 000 auxiliaires des « poilus » trouvèrent la mort dans des circonstances héroïques qui leur valurent citations et médailles.

Une batterie isolée dans les Vosges, que ni les hommes, ni les chevaux, ni les mulets, collés au sol par la boue, ne pouvaient atteindre, reçut en quatre jours, 90 tonnes de munitions transportées par une section de chiens de traîneau, des *huskies* du Canada.

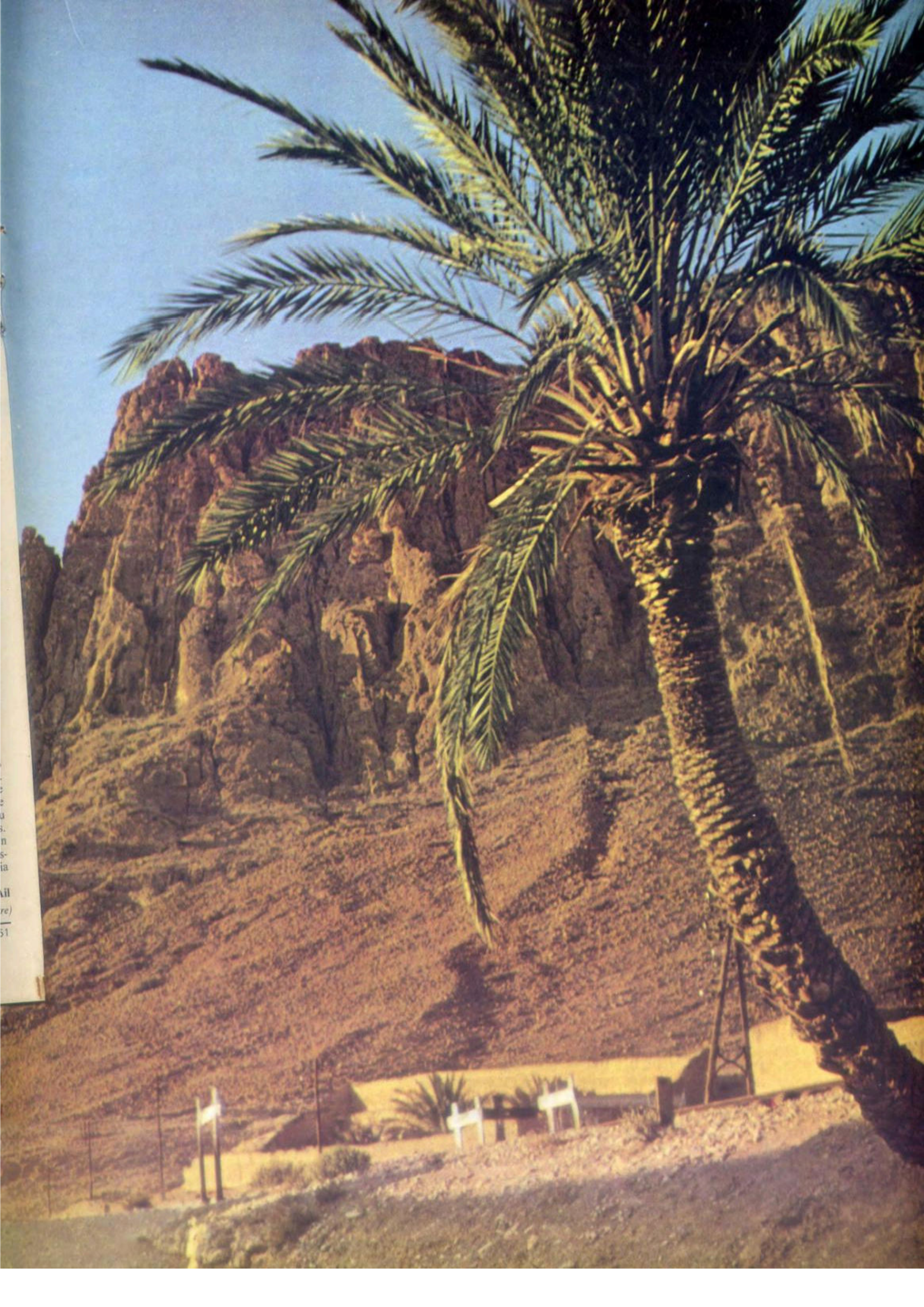
Lors du dernier conflit, les Allemands étaient passés maîtres dans l'emploi du chien de guerre. Combien d'agents alliés, parachutés en territoire ennemi, combien de maquisards traqués, combien de prisonniers évadés ont été capturés après avoir été suivis à la piste par des molosses dressés à cette fin!

Les Russes, pour leur part, entretenaient plus de 50 000 chiens de guerre. Certains composaient des sections antichars d'une grande efficacité : on dressait l'animal à rechercher sa nourriture sous des véhicules en marche ou à l'arrêt. Lorsqu'il s'accroupissait sous l'objectif, un dispositif électromagnétique faisait exploser l'engin qu'il portait sur le dos. Quant aux Américains, entre 1941 et 1943, ils ont formé plus de 20 000 chiens à porter le bât, à tirer des traîneaux, à jouer les éclaireurs d'infanterie. Ils purent apprécier les qualités de leurs auxiliaires dans cette dernière utilisation lors des combats de jungle qu'ils livrèrent contre les « Japs » dans le Pacifique. Plus tard, en Corée, l'usage systématique des chiens leur permit de réduire de 60 % les pertes de patrouille.

En 1945, lors de l'occupation en Alle-

(Suite page 3052)


EL-KANTARA



le "berger allemand" est devenu vedette

Les chiens de pistage ont pour mission de rechercher, ▶ de rattraper et d'attaquer éventuellement le ou les fuyards ou saboteurs qui se sont évanouis dans la nature.

E.C.P.A

(Suite de la page 3049)

magne, le « berger allemand » devint une véritable vedette : « Toutes les armées alliées se le disputaient et le recrutaient, explique l'un des officiers attachés au 10ᵉ groupe vétérinaire du centre de Linz, dans le duché de Bade, centre qui devait devenir le creuset de l'activité cynophile de l'armée française d'après guerre. Nous avons alors réquisitionné un certain nombre de chiens ayant appartenu à l'armée allemande ou sortant de chenils particuliers, et nous avons composé nos premières équipes, poursuit-il. On ne pouvait trouver terrain plus favorable : l'Allemand aime le chien dès le jeune âge, beaucoup plus que le Français. C'est son plaisir de l'élever, de le dresser, de le présenter dans les concours. Le résultat est remarquable.

L'homme et la bête

» Les chiens trouvés, restait à leur affecter des maîtres. On fit appel d'abord à des sous-officiers du service vétérinaire. Et l'on forma le premier noyau de la cynophilie militaire française en s'appuyant souvent sur l'expérience de spécialistes allemands. Lorsque survinrent les événements d'Indochine, on put envoyer là-bas les premiers « cyno-commandos ». Malgré un climat défavorable, les chiens firent d'excellent travail, traquant le Viet et déjouant ses pièges dans les rizières comme sur les hauts plateaux.

» Mais c'est la guerre d'Algérie et ses conditions particulières qui devaient offrir aux chiens-soldats l'occasion de démontrer toutes leurs possibilités, poursuit notre officier. Dans la guérilla, qui est la règle au djebel, l'ennemi se dilue sur son terrain d'élection en poussière d'effectifs, parfaitement camouflé dans un milieu autochtone sympathisant. Pour identifier cet adversaire fluide et protéiforme, puis pour le fixer, rien de tel que le chien. »

Et maintenant, qui est-il, ce chien de guerre redouté des fellaghas? Pour être utilisé sur une grande échelle par une armée en campagne, le type d'animal retenu doit présenter des caractéristiques communes et appartenir à une race homogène constituant un réservoir suffisant en qualité et en quantité. Le berger allemand remplissait les conditions exigées. C'est lui qui a été adopté par l'armée française. « Physiquement, c'est un sujet équilibré extrêmement proche de la nature. Son poids (de 35 à 40 kg pour le mâle adulte) forme une masse active suffisante au regard



E.C.P.A

d'une alimentation économique. Sa robe sombre le camoufle utilement, sa denture est redoutable, sa rusticité lui permet de supporter mieux que d'autres les fatigues, l'inconfort et les grands écarts de température. Les sens du berger allemand en bonne santé sont caractérisés par la puissance de son odorat et l'extrême sensibilité de son ouïe, alors que sa vue, en revanche, est au moins égale à celle de l'homme. Il a en outre un sens très aigu de l'orientation. »

De plus, le berger allemand est remarquable par la générosité de son tempérament. C'est un animal grégaire, torturé par un lancinant besoin d'action. A la suite d'une série de transferts, cette générosité a été canalisée vers son maître. S'identifiant à ce dernier, jaloux de son affection et de ses biens, le chien se donne avec passion à sa personne et à son terrain de chasse. Au surplus, il a une excellente mémoire, un caractère équilibré et loyal, un vif sentiment d'émulation.

Acheté dès l'âge de 14-18 mois, le chien de guerre destiné à l'Algérie subissait d'abord en métropole une période de quarantaine sanitaire et d'adaptation avant d'être acheminé de l'autre côté de la Méditerranée. Là, il suivait, tout comme un quelconque bidasse, un stage de familiarisation et d'entraînement — de dressage — approprié à la spécialité à laquelle le destinaient ses aptitudes. L'acclimatation posait certains problèmes. Transplanté de la froide Allemagne à la chaude Algérie, l'animal devait s'adapter à un nouveau climat, s'habituer à de nouvelles odeurs, à la nourriture qui serait désormais la sienne. Et puis, le chien, âgé de 2 ans, 2 ans et demi, étant devenu « opérationnel », venait le moment toujours délicat de lui choisir un maître.

C'était un 2ᵉ classe, fantassin, dragon



Ph. Alain

Ci-dessus : **un chien à l'entraînement. *Ci-contre :* chiens en patrouille Entre l'homme et la bête existait une véritable amitié et bien des gars partaient le cœur gros, leur temps de service terminé, en se séparant de leur fidèle compagnon. Certains, même, pleuraient...**



Pagès/Paris Match

ou cuirassier, aviateur ou artilleur, para ou légionnaire, parfois marin, généralement volontaire, issu de la campagne le plus souvent, aimant la nature; on exigeait de lui qu'il fût de constitution solide, bien équilibré, bon marcheur. Lui-même choisissait l'animal avec lequel il ferait équipe.

Il fallait environ deux semaines pour que la familiarisation s'établît entre l'homme et la bête. Comme le veut l'esprit de la meute, dans laquelle existe une hiérarchie, il fallait obtenir du chien qu'il acceptât un chef, en l'occurrence son maître, qu'il lui fît allégeance. Parfois, l'animal refusait, voulait être lui-même le chef. Alors, on dissociait l'équipe et l'on recommençait avec un autre. Si le "mariage" donnait de bons résultats, le couple quittait le centre cynophile et réintégrait son unité, après un stage de formation d'environ quarante-cinq jours.

Ce qui était excellent en Algérie, c'est que les maîtres-chiens restaient longtemps avec leurs bêtes. Ces appelés, qui faisaient vingt-quatre à vingt-sept mois, avaient le temps d'en tirer le maximum et les résultats furent souvent remarquables.

Trois centres cynophiles fonctionnaient en Algérie depuis 1956 : dans l'Oranais, à Mostaganem; dans l'Algérois, à Blida; dans le Constantinois, à Saint-Arnaud. Le « peloton cy », encadré, en général, par un aspirant ou un lieutenant vétérinaire, se composait de quinze équipes chien et maître.

« Les effectifs en chiens de guerre qui ont figuré sur les contrôles des forces armées françaises en Algérie pendant les années 1955-1962, représentent, sans aucun doute, la plus forte concentration d'éléments de ce genre dans l'histoire militaire de tous les temps. » Près de deux mille équipes « maître-chien » étaient engagées dans la lutte contre les fellaghas en 1961.

Selon leurs aptitudes, ces bêtes étaient destinées à des missions classiques, telles que la « garde », dont l'importance a justifié la création de pelotons entiers, ou à des missions plus hautement spécialisées, la piste, le travail d'éclaireur, le déminage, le combat de grotte.

Les chiens de pistage et les éclaireurs avaient pour mission de ratisser le terrain devant les patrouilles, de cerner un village où se terraient les rebelles, de déceler une embuscade, de rattraper un fuyard. Dans les centres cynophiles, on évoque encore aujourd'hui les exploits d'Alène, superbe pisteur de cinq ans, exploits dont la presse s'empara et qui lui valurent la célébrité.

C'est Alène qui, en mars 1957, sur la route de Dellys à Tigzirt, après l'attaque du car d'Alger et l'assassinat du chauffeur, ▶





Les chiens-soldats sont de gros mangeurs et l'armée prévoit pour eux de larges quartiers de viande *(ci-dessus)*. Elle prend aussi grand soin de leur santé *(ci-dessous)*.

Aujourd'hui, les chiens de guerre ont droit aux honneurs : c'est la remise des décoratio en récompense des services rendus et qu'un grand nombre ont payés de leur v





Photos E.C.P

157 chiens-soldats furent tués au combat

se lança sur la piste des auteurs de l'attentat. Il les débusqua après une longue poursuite à travers les broussailles et les sentiers du djebel et une douzaine d'entre eux furent envoyés au « tapis » à l'issue de l'engagement qui suivit.

Le chien démineur opère selon un scénario à peu près identique chaque fois. Sur les quelques kilomètres de route ou de voie ferrée qu'il est chargé d' « ouvrir », il va, tête basse, flairant le sol à droite, à gauche. Soudain, il s'arrête, tourne autour d'un point où l'œil de son maître ne décèle rien d'anormal. Et le voilà qui se couche...

On dégage un à un les cailloux avec précaution. On creuse du bout des doigts... Et voilà qu'apparaît la tête d'un obus de mortier piégé. Ou bien un bidon d'essence ceinturé de dynamite. Ou encore une mine antipersonnel dissimulée dans une anodine boîte de conserve...

Plus dangereuses que les autres, les missions des *chiens de grottes* sont celles qui ont occasionné le plus de pertes dans les rangs des chiens-soldats en Algérie. Elles furent aussi les plus payantes. Une d'elles, particulièrement célèbre, se déroula près de Zedbou, dans l'Ouest oranais, en novembre 1961. Il fallut deux jours, à raison de sept heures de fouilles incessantes par jour, à trois équipes cynophiles pour découvrir les 12 rebelles qui se terraient au fond d'une grotte à caches multiples. Les hors-la-loi se rendirent enfin après que leur chef se fut suicidé. 25 arme devaient être récupérées ainsi que de documents. L'exploitation immédiate d ceux-ci permit de monter une opératio au cours de laquelle 60 fellaghas furent mi hors de combat et 50 armes diverse saisies.

Chiens pisteurs ou chiens démineur chiens de garde ou chiens de grottes, ce auxiliaires à quatre pattes des combattant engagés en Algérie firent un travail considérable qui se solda par une sérieus économie en vies humaines. Mais il payèrent pour cela un lourd tribut. E six années, 157 chiens-soldats devaien tomber au combat sous les balles de « fells » ou être tués au poignard lors de courageux corps-à-corps.

Pierre-Albert LAMBERT

LA PAGE EST TOURNÉE



L'ESTAFETTE D'ALGER,
Journal Militaire, Historique et politique.



Ci-dessus : « Incendie de la Mitidja. » A cette époque, les appels de l'émir Abd el-Kader avaient soulevé presque tous les Bédouins contre les Français. Les propriétés avaient été incendiées et un détachement du 24ᵉ de ligne fut massacré. *En haut à droite :* le café du Divan à Alger, en 1830. *A gauche :* le premier journal édité par l'armée. C'était le temps où les Français devaient lutter contre le fer, le feu et les fièvres...

LORSQUE, au soir de la conclusion des accords d'Évian, le président du G.P.R.A. déclare que « la teneur de ces accords est conforme aux principes de la révolution », il met en évidence une des caractéristiques fondamentales de la position algérienne, sa continuité.

Quel qu'ait été ensuite le sort de ces accords, il est frappant de voir combien leur contenu est, en définitive, proche des exigences avancées par le F.L.N. entre 1954 et 1956.

Comme toutes les entreprises de grande envergure, le mouvement algérien a connu des incertitudes, des divisions, des crises graves, des conflits ouverts.

Certains ont pu penser un moment négocier avec la France une paix séparée. La politique du G.P.R.A. en a été parfois ralentie ou même paralysée; les buts de guerre ont parfois varié, tant sur le front intérieur que sur le « second front » de la diplomatie internationale. Mais à s'en tenir à l'essentiel, les accords d'Évian sont l'aboutissement de la proclamation du 1ᵉʳ novembre 1954 et de la plate-forme du « congrès de la Soummam », élaborée au mois d'août 1956.

A travers ces deux textes, on peut dégager nettement quatre objectifs essentiels.

1. *Restauration de l'État algérien indépendant et souverain.* Selon le F.L.N., il ▶



Copery



Copery

a existé, avant 1830, un État algérien souverain qui a signé de très nombreux traités internationaux avec les princes et souverains de l'époque.

A la France de reconnaître à la nation algérienne le droit de disposer d'elle-même et de recouvrer sa souveraineté sur son territoire, les ressources de son sol et de son sous-sol.

2. *Intégrité territoriale de l'Algérie*, ce qui exclut, d'une part, toute tentative de mettre à part, de conserver ou d'internationaliser le Sahara et, d'autre part, les tentatives d'évolution du genre « partition » ou « regroupement » qui trouvent en France des partisans, comme Alain Peyrefitte.

3. *Représentativité exclusive du F.L.N.* Le Front se veut le seul représentant de la population algérienne. Il exclut l'idée de se voir associé à d'autres mouvements, comme le M.N.A. De même est refusée dès le départ l'idée que le peuple algérien puisse être représenté par des élus, commissions d'élus ou de notables, désignés dans le cadre de la légalité coloniale.

4. *Le refus de tout statut particulier pour la minorité européenne*. Le problème se réglera « sur la base de l'option entre citoyenneté algérienne ou étrangère, sans régime préférentiel ». La future Algérie ne veut connaître que des individus, pas une minorité organisée, détenant une sorte de droit de veto.

En définitive, on peut parfaitement lire dans les textes de 1954 et de 1956 la démarche algérienne qui sera suivie d'un bout à l'autre de la guerre : poursuite des objectifs de guerre jusqu'à l'intervention d'un cessez-le-feu, lequel est lié au règlement

la politique de De Ga

satisfaisant des questions essentielles po la paix, à savoir la reconnaissance du dro à l'indépendance et les modalités de l'aut détermination.

Face au mouvement nationaliste alg rien, la France s'est enfin donné une polit que coloniale. Enfin, car l'Algérie a véc presque cent trente ans sans pensée pol tique digne de ce nom.

C'est, depuis Bourmont et Clauzel, un des caractéristiques de l'empire françai que l'on y ait envoyé des hommes d

A droite : le maréchal Clauzel. Commandant en chef des troupes en Algérie, il commença l'œuvre de colonisation. En 1835, il fut nommé gouverneur général de l'Algérie. A gauche : deux grandes et belles fresques exécutées par un prisonnier dans le palais du bey, à Constantine, pour obtenir sa liberté.



Archives Tallandie

caractère sans pour autant définir durable ment de politique coloniale.

La conséquence en a toujours été qu c'est la colonie qui a imposé à la métro pole sa politique coloniale.

« Périssent les colonies si les colon veulent, par les menaces, nous forcer à décréter ce qui convient le plus à leu intérêt », disait Robespierre à la Constituante, un 13 mai 1791...

Lorsque éclate, le 1er novembre 1954, un conflit armé, bien peu en comprennent la nature révolutionnaire, sinon certains responsables du maintien de l'ordre.

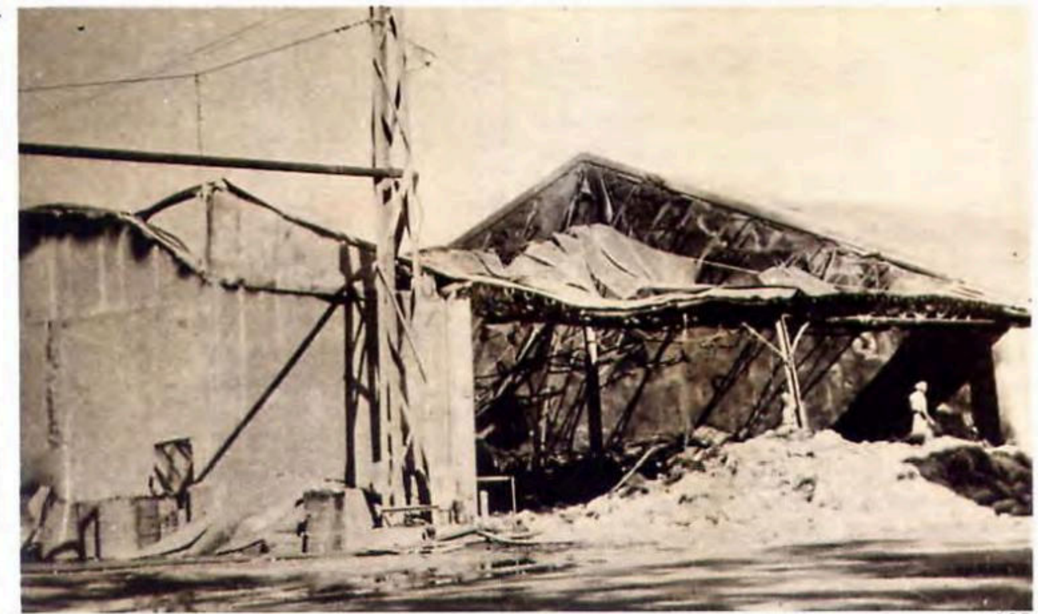
Pourtant Mendès-France et E. Faure, ces « frères ennemis » du radicalisme, viennent de rompre avec une longue tradition d'immobilisme pour inaugurer une politique libérale en Afrique du Nord.

A l'égard de l'Algérie, elle a deux volets : l'intégration et l'ordre. L'intégration, c'est-à-dire l'union intégrale de l'Algérie à la France, et notamment le collège électoral unique, sans pour autant « assimiler » la personnalité algérienne, a pour auteur principal le nouveau gouverneur général, J. Soustelle.

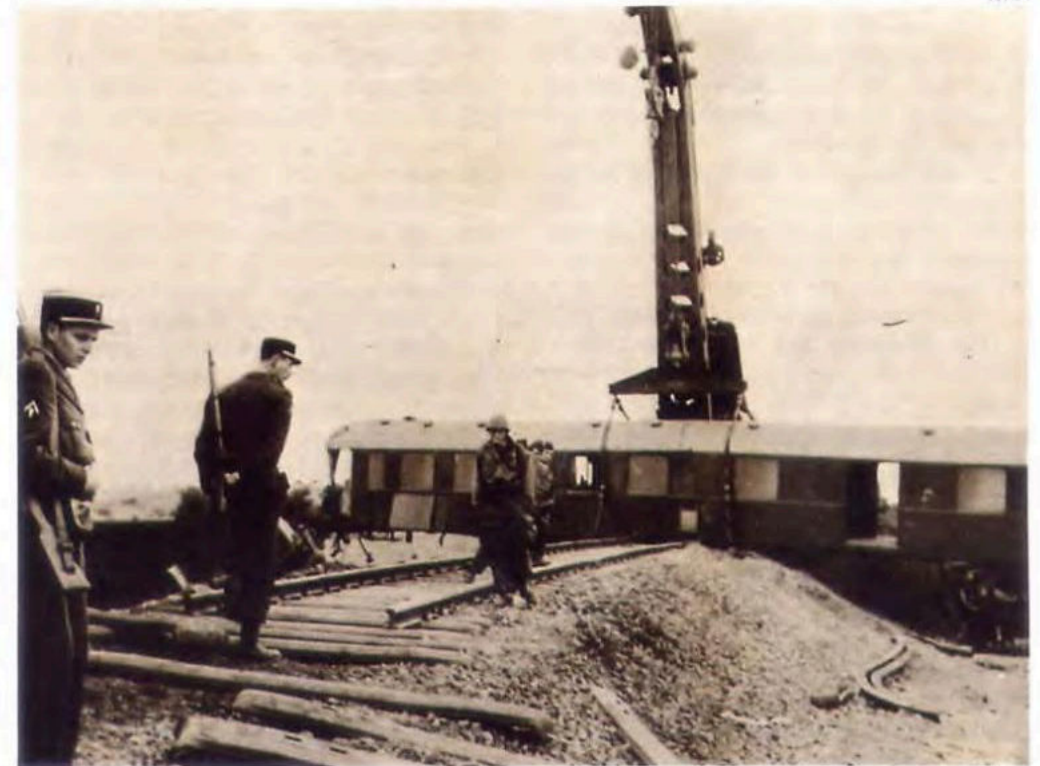
Le second volet de la politique algérienne, c'est le maintien de l'ordre conçu comme le préalable indispensable à toute réforme.

Il va peu à peu devenir l'objectif unique du gouvernement. Dans ces conditions, les contacts officieux qui utilisent les intermédiaires les plus divers, du professeur Mandouze au commandant Monteil, ne peuvent qu'aboutir à des constats d'incompréhension.

Ci-contre : un attentat a été commis à Abal-Ali. Cela ▶ se passait le 2 novembre 1954. Ainsi commença la guerre d'Algérie. *En bas :* des terroristes ont fait dérailler un train à Maillot, en Grande Kabylie.



AFP



Associated Press

L'échec de l'intégration devient manifeste avec la démission des 61 élus algériens, en août 1955.

Du gouvernement de Front républicain, investi le 31 janvier 1956, on attend une nouvelle politique, mais on ne trouvera que des politiciens. Ses principaux animateurs ont fait campagne contre la guerre « imbécile et sans issue », pour une paix rapide, c'est-à-dire la fixation d'un calendrier précis et la tenue en Algérie d'élections libres au collège unique à la suite d'une réforme électorale.

Le gouvernement Guy Mollet — une troisième force qui choisit une troisième voie — veut lutter sur deux fronts, c'est-à-dire à la fois contre les rebelles et les ultras du colonialisme.

L'opposition viscérale de la population d'Alger, les fameuses « tomates » de février, bloque dès le début ce projet politique.

C'est, avec R. Lacoste, à la place de Catroux, la voie longue qui est choisie : recherche à long terme d'une troisième force avec qui l'on puisse discuter du futur statut dont le gouvernement met le projet en chantier.

Premiers pas vers la thèse algérienne

En attendant, le rétablissement de l'ordre public et l'apaisement de la communauté européenne deviennent à nouveau le préalable indispensable à toute initiative nouvelle en direction des combattants.

La « politique Lacoste », c'est la priorité à la répression et l'aval donné aux initiatives des militaires.

Dans ces conditions, toute négociation avec le F.L.N. est impossible. Les rencontres entre le F.L.N. et les envoyés de la S.F.I.O., au Caire, à Rome, à Belgrade, à Tunis, cessent avec l'emprisonnement de Ben Bella. Le triptyque de Guy Mollet : cessez-le-feu, élection, négociation avec les interlocuteurs valables issus des élections, cache mal la volte-face de ceux qui ont fait campagne pour la paix.

Le régime a tant redouté l'internationalisation du conflit que sa timidité même l'a accélérée; la naissance du G.P.R.A. le confirme en septembre 1958.

On a, sur les intentions et les arrière-pensées du général de Gaulle, tellement écrit et supputé; il a lui-même laissé entendre à tant de personnes des opinions si contradictoires, qu'il est vain de rouvrir le débat.

Deux points seulement sont sûrs : la condition *sine qua non* du succès de toute politique algérienne, y compris celle de Guy Mollet, est la restauration d'un État fort, c'est-à-dire son retour au pouvoir. Cela réalisé, le plus absolu pragmatisme s'impose comme la seule politique possible.

Concrètement, cela conduit à quelques constatations fondamentales : il existe dans le monde un vaste mouvement d'émancipation des colonies.

La guerre d'Algérie est coûteuse, elle maintient hors de la métropole une trop forte proportion de l'armée chargée de défendre la France le cas échéant, elle contribue à « pourrir » l'autorité de l'État et empêche la Cinquième République et son chef de jouer le grand rôle mondial auquel aspire ce dernier.

De Gaulle en vient donc à l'idée de « lever l'hypothèque algérienne », ce qui est un renversement total par rapport à la politique précédente conçue « en fonction de l'Algérie » et non pas « en fonction de la France ».

Il en découle une politique où le G.P.R.A. n'a aucune place.

Elle pourrait se résumer par un nouveau triptyque : démocratisation, répression, développement.

En tentant d'éliminer définitivement la rébellion armée, en organisant des élections à tous les niveaux, à la recherche d'une égalité effective entre Européens et musulmans, en permettant grâce au plan de Constantine et au développement économique accéléré la promotion des nouvelles élites, on espère voir enfin apparaître ces interlocuteurs valables que recherche Paris depuis trois ou quatre ans. ▶

le ministre Malraux, sibyllin et laconique

A ce moment-là, pense-t-on, tout sera possible.

La période qui va de l'appel à la « paix des braves » de 1958 jusqu'à la rencontre de Melun, en juin 1960, est caractérisée par une intense activité des intermédiaires de toute sorte, sans véritable négociation. Au contraire de la Quatrième République, qui accréditait ses émissaires pour mieux les désavouer ensuite, les bénévoles se multiplient dès le retour de De Gaulle « aux affaires ».

Farès, à qui l'on propose un portefeuille ministériel en juillet 1958, Jean Amrouche, les amis d'Edmond Michelet, de nombreux hommes politiques, des journalistes, des professeurs, des commerçants, des religieux et des banquiers multiplient les contacts dans l'espoir de jouer les honnêtes courtiers.

Les ouvertures diplomatiques de Tunis et de Rabat ne manquent pas. Mais les positions sont beaucoup trop éloignées pour donner quelque chance que ce soit à la diplomatie secrète.

La reconnaissance du droit de l'Algérie à l'autodétermination, le 16 septembre 1959, est le premier pas vers la thèse algérienne.

La chasse au mammouth

Mais la démarche française reste, pour le F.L.N., inacceptable : intervention d'un cessez-le-feu avec le F.L.N. dans un premier temps, puis fixation, dans une seconde étape, des modalités du référendum d'autodétermination, au cours d'un large débat avec « toutes les tendances ».

Prévisible quant au fond, l'échec de la rencontre de Melun est rendu inévitable par la façon dont elle se déroule : les plénipotentiaires du F.L.N. ont l'impression qu'on attend d'eux une véritable reddition, la presse française suppose qu'à tous les échelons du pouvoir se cachent beaucoup d'arrière-pensées.

Et il est vrai que, quelques jours avant, le général de Gaulle a reçu en grand secret certains dirigeants de l'Algérois, dans l'espoir de conclure avec les maquisards une paix séparée.

Il est vrai aussi que Melun est confié essentiellement à la responsabilité du premier ministre.

La façon dont fut rompu l'accueil « abrupt » de Melun, l'impression qu'on attendait du G.P.R.A. qu'il vînt « avec le drapeau blanc des parlementaires » vont colorer pendant longtemps ses réactions.

Il relance son action internationale, tente d'obtenir une condamnation de la France à l'O.N.U., un boycottage dans les pays arabes, des pressions occidentales par le chantage à l'intervention soviétique et chinoise.

Jourdes/Paris-Match

A gauche : J
gaulliste convai
nommé, en nov
bre 1960, min
des Affaires a
riennes. A dro
Edgar Faure.
toujours été
faveur d'une p
tique libérale
A.F.N. Ci-desso
Pierre Menc
France, en com
gnie de Gaston
ferre. Aux y
d'une partie d
population de
métropole et
l'ensemble
Européens d
gérie, il a touj
passé pour un «
deur d'empire

Il repousse pour l'Algérie tout statut qu'il n'aurait pas négocié et interprète comme des reniements de l'autodétermination les projets d'Algérie algérienne et la réorganisation des pouvoirs publics en Algérie.

Période de déception, où l'on s'observe, où la guerre continue à faire rage.

Fin 1960, pourtant, une reprise des contacts apparaît comme inévitable. L'affaire congolaise a montré au F.L.N. les limites d'une intervention de l'O.N.U.

Le président de la République française, quant à lui, a été profondément impressionné, comme les observateurs du monde entier, par le déferlement des masses musulmanes à Alger et dans toute l'Algérie, à l'occasion de son voyage de décembre 1960.

« Second 13 Mai » en sens inverse, tournant décisif : la presse mondiale est unanime.

Le F.L.N. confirme sa représentativité en obtenant 40 % d'abstentions au référendum du 8 janvier 1961.

On ne peut plus prétendre que la guerre va se gagner en rase campagne. La négociation redevient possible.

Il y a, du côté français, un interlocuteur désigné, Louis Joxe, excellent diplomate et gaulliste de grand poids, nommé, en novembre 1960, ministre d'État chargé des Affaires algériennes, et, du côté du G.P.R.A., un espoir, puisqu'il accepte désormais l'idée d'une nécessaire période transitoire entre le cessez-le-feu et l'indépendance, premier aménagement d'importance à ses positions, à condition que la France ne mette pas trop rapidement en application la loi référendaire sur la réorganisation des pouvoir publics...

La volonté de négocier existe enfin des deux côtés : plus besoin de rencontres publiques pour forcer la main à l'adversaire, le meilleur travail se fera dans le secret.

Le « processus est engagé » par un



communiqué algérien, le 16 janvier 1961 : plutôt que de négocier en France, le G.P.R.A. préfère la caution internationale de la Suisse.

Les bons offices du gouvernement helvétique, discrètement sollicités, seront appréciables.

Commence alors entre Paris, Tunis, Rome et Genève, un long carrousel de déplacements et de rencontres secrètes.

L'opinion sait qu'il se passe quelque chose, mais rien de plus. A la curiosité des journalistes, André Malraux répond, laconique : « Lorsqu'on chasse le mammouth, il y a forcément une certaine négociation entre le chasseur et le mammouth ! »

Quelles sont alors les positions des deux adversaires ? Le gouvernement français, par la reconnaissance du droit à l'autodétermination, a éliminé la solution de la francisation, et donc l'espoir d'une victoire militaire totale.

Restent en présence deux solutions : la partition de l'Algérie, arme ultime dont on



R. Rey/Rapho

se sert pour faire pression sur le G.P.R.A., et, pour certains, possible solution de désespoir, ou bien l'évolution lente vers l'indépendance.

Cette dernière peut être soit négociée avec le F.L.N., soit, faute d'accord, organisée par la France qui abandonnerait peu à peu ses responsabilités à des organes algériens élus ou nommés par elle.

Les Algériens, quant à eux, posent un certain nombre de conditions de lieu, de procédure et de fond.

Quant à la forme, ils préfèrent une négociation directe et publique, sans entremise ni médiation, dans un lieu qui leur permette de se comporter en gouvernement souverain : pas question de venir, comme à Melun, en « bourgeois de Calais ».

Quant au fond, ils repoussent le préalable du cessez-le-feu, c'est-à-dire « les couteaux au vestiaire » : on continuera à se battre pendant les négociations.

Ils refusent l'idée de « table ronde avec toutes les tendances algériennes », car le F.L.N. s'affirme seul représentant de la nation algérienne.

Il se méfie de la politique administrative du fait accompli et d'un certain nombre de « dépêches d'Ems », déclarations gouvernementales qui donnent à penser que le gouvernement est fort en retrait par rapport aux positions du chef de l'État.

On suppose enfin qu'un des principaux obstacles sera le Sahara, énergiquement « réservé » par le général de Gaulle.

Deux mois de reprise de contact aboutissent à l'annonce de négociations officielles à Évian, ville frontière qui permet de sauvegarder, grâce à un étonnant ballet d'hélicoptères, la susceptibilité des deux parties.

De longs monologues parallèles

Mais le rendez-vous est bien difficile à prendre : annoncé le 15 mars, il est ajourné deux semaines plus tard après que Louis Joxe eut, sur les instances du chef de l'État, annoncé son intention de consulter aussi le M.N.A., groupement largement manipulé par les services français.

La France tente ainsi de résoudre, d'entrée de jeu, une question qui se serait de toute façon posée au cours de la rencontre.

Le G.P.R.A., toujours inquiet à l'idée de se voir forcer la main, adopte une attitude ferme : la fermeté l'a toujours servi. Là encore la France cède : *exit* Messali Hadj!

Les deux délégations se rencontrent enfin le 20 mai, au milieu d'un luxe de mesures de sécurité tout à fait extraordinaire, après que l'intermède du putsch d'avril eut renforcé le désir d'aboutir du président de la République.

Le jour même, Paris fait connaître les mesures d'apaisement dont il a été question lors des contacts secrets : libération de six mille « détenus administratifs », transfert au château de Turquant des détenus de l'île d'Aix, proclamation d'une trêve unilatérale des combats pour un mois.

Le G.P.R.A. fait à cette dernière mesure un fort mauvais accueil, tant est grande sa crainte de se voir forcer la main par un cessez-le-feu déguisé : cesser le feu avant de discuter signifie entrer dans la légalité française, négocier sans cesser le feu consacre sa propre légitimité.

En vingt-quatre jours et treize séances, la conférence d'Évian n'avance guère. Les conditions, la méthode de travail, sont lourdes : comme elle a cédé sur les « couteaux au vestiaire » et la représentativité exclusive du F.L.N., la France accepte la thèse du F.L.N. selon laquelle le cessez-le-feu n'est pas séparable de la discussion politique d'ensemble sur l'avenir de l'Algérie. Aussi n'y a-t-il aucun ordre du jour pour ne pas donner priorité à la fin des combats.

Les séances de l'hôtel du Parc ressemblent à de longs monologues parallèles, on traîne sur des détails. Le G.P.R.A., collégial, divisé, peu sûr du soutien du Conseil national de la révolution algérienne, ayant du mal à organiser ses liaisons entre Évian, Tunis et les ministres détenus, refuse les risques et réaffirme sans cesse ses positions.

La négociation est déjà une victoire pour lui. Aussi Louis Joxe propose-t-il, le 13 juin, un « délai de réflexion » : la saison débute le 20 à Évian.

Le F.L.N. accentue sa pression politique et, au mois de juillet, vont se dérouler en Algérie de grandes manifestations populaires pour l'unité, contre la partition et la perte du Sahara. Aussi se retrouve-t-on sans illusions au château Allaman de Lugrin pour un *post scriptum* de huit jours, fin juillet : on se sépare à la demande du G.P.R.A. qui a dès l'abord posé le préalable du Sahara.

Il ressort de cette décevante négociation que les problèmes sont de trois sortes :

1) l'Algérie future comprendra-t-elle le Sahara?

2) la communauté européenne aura-t-elle un statut organique protecteur?

3) quel sera le partage des responsabilités pendant la période transitoire?

Ben Khedda, le « prochinois »

Déçues par l'échec, les deux parties sont pourtant, cette fois, décidées, d'une façon ou d'une autre, à en finir : Algériens et Français, avant de se rencontrer à nouveau, mettent en place les éléments de la négociation finale.

Pour le F.L.N., c'est la constitution tout d'abord d'un gouvernement provisoire plus homogène et plus énergique, laissant en bonne place les piliers des négociations qu'ont été Krim et Dahlab. On élimine les politiciens ralliés de l'U.D.M.A., parfois suspectés de vouloir se contenter d'une demi-victoire.

Ainsi composé, le G.P.R.A. correspond mieux à la double mission qui lui est assignée : continuer à négocier mais pour- ▶



Ménager/Paris-Match

Le *Col-Vert (à droite)*, vedette mise à la disposition des délégués algériens *(à gauche)* par le gouvernement helvétique au cas où le mauvais temps rendrait par trop périlleuse la traversée du lac Léman en hélicoptère.



R. Gottschalk/C.G.N.





Photos J. de Potier/Paris-Match

Louis Joxe *(à gauche)*, dans la salle où seront signés les accords d'Évian. *A droite :* Joxe en compagnie de Robert Buron après la signature des accords : sourire de rigueur.

un aviateur veut rééditer le "coup de Sakiet"

suivre l'effort de guerre sans relâche.

Ce « durcissement », largement exagéré à l'époque, où l'on voit en Ben Khedda un « prochinois », lui permet de lancer des manifestations de masse en Algérie comme à Paris, où elles sont atrocement réprimées, et de développer parallèlement une campagne du sourire envers les Européens d'Algérie.

De Gaulle, inquiet de voir l'autorité de l'État compromise chaque jour davantage et la situation mondiale se tendre au prétexte de Berlin, veut en finir. Il cède largement sur le Sahara, qui fut, à Évian et à Lugrin, le principal obstacle, lors de sa conférence de presse du 5 septembre.

Parallèlement, on prépare une solution de rechange, envisagée pour elle-même ou comme moyen de pression : des rumeurs circulent sur un futur exécutif provisoire, doté d'une probable force locale, pour meubler le « vide politique » et organiser à tout prix le référendum.

Les partisans de la partition se répandent largement dans la presse. L'accord paraît désormais possible, au point que le F.L.N., fidèle à l'idée qu'il représente la nation algérienne, propose tout simplement, le 24 octobre, de faire l'économie du référendum : négocions tout de suite, puisque le référendum aboutira à l'indépendance!.

Mais de Gaulle tient à donner à celle-ci, par ce vote, une assise juridique incontestable.

Dès lors, les rouages de la négociation se remettent en place : Boulharouf à Rome, Olivier Long à Genève, organisent rencontres et voyages en Suisse et au Maroc. Rendez-vous est pris à la discrète station jurassienne des Rousses. Avec la volonté claire de la France de conclure un accord ou de procéder au « dégagement », la longue marche de la négociation prend fin.

Sur l'atmosphère et les péripéties des dernières discussions, on connaît les souvenirs publiés par Robert Buron, l'un des trois ministres français.

Enfermés dans un chalet, les pseudo-skieurs discutent longuement, dans la fumée bleue des gauloises, sur les problèmes restants, qui doivent être réglés en détail : droits acquis et partage des bénéfices au Sahara, nationalité future, volume et durée de l'aide financière, amnistie et retour des troupes massées aux frontières, bases françaises.

Mais les problèmes essentiels demeurent, depuis que de Gaulle a accepté l'idée d'une Algérie indépendante sans lien organique avec la France : problème des garanties à prévoir pour la minorité européenne et celui du partage des responsabilités, pendant la période transitoire, entre la France, son armée, l'exécutif provisoire et la force locale.

Les périodes de tension ne manquent pas, par exemple lorsqu'un aviateur français tente de rééditer sur Oujda le « coup de Sakiet ».

Le dimanche 18, enfin, de Gaulle donne par téléphone à ses ministres l'ordre de conclure à tout prix. Louis Joxe fait, le lundi soir, une déclaration radiotélévisée et le conseil des ministres approuve son rapport le mercredi 21 février.

L'accord est global et engage largement l'avenir. Il faut cependant onze jours encore, à Évian, où siège une conférence finale qu'on croyait devoir être brève, pour « entériner » le travail décisif fait aux Rousses et peaufiner les textes concernant la protection des Européens et le partage des missions durant la période transitoire, pendant que se déchaîne la folie meurtrière de l'O.A.S., qui risque dès ce moment de tout compromettre.

Le 18 mars, le monde entier apprend avec soulagement que Belkacem Krim a apposé sa signature à côté de celles de Louis Joxe, Robert Buron et Jean de Broglie au bas de la déclaration finale. Un immense travail a été fait, mais si détaillé et si contraignant que les circonstances le remettent tout de suite en cause. Ces accords d'Évian ne seront finalement que des châteaux de sable. H

Nicolas DEMÉZIÈRES

G. Géry/Paris-Match



◀ Les délégués algériens s'en vont. La conférence d'Évian est terminée. Les accords entre le G.P.R.A. et la France, mettant fin à un conflit long de sept ans, sont signés après des débats serrés sur les pouvoirs respectifs de l'exécutif provisoire et du haut-commissaire de France. Qu'en restera-t-il dans quelques mois?

LES "IDES DE MARS"



Ci-dessus : les pieds-noirs, en masse, quittent l'Algérie sans attendre d'avoir eu connaissance du contenu des accords d'Évian. Pour eux, le pays est « foutu ». Ils n'ont même plus confiance dans l'O.A.S. Ils en ont assez des crimes. Ils fuient l'Algérie, en proie à l'écœurement et à un découragement profond. *Ci-dessous :* deux brochures O.A.S.

Malgré les informations qui nous étaient données sur l'évolution des pourparlers France-G.P.R.A., il n'était pas toujours facile de les suivre au jour le jour, alors que tout en Algérie contribuait à en nier jusqu'à l'existence même. Pourtant, nous ne pouvions qu'être frappés par la régularité et l'imperturbable sérénité des informations ou instructions qui nous parvenaient et nous avions fini, nous aussi, par vivre sur deux plans au moins, celui de la vie quotidienne, monotone dans sa diversité tragique, et la perspective d'accords que nous attendions, en fin de compte, plus tôt.

En attendant, l'O.A.S. continuait son action terroriste d'autant plus intensément qu'elle sentait les Français d'Algérie de plus en plus inquiets et incertains. Les « ides de mars » (nous attendions la signature des accords pour le 15 au plus tard), telle était l'expression familière que nous employions pour désigner l'étape décisive qui devait, à nos yeux, nous libérer



le préfet de police et Ailleret font des tournées nocturnes

enfin des préoccupations lancinantes du maintien de l'ordre.

Nous savions que la période qui suivrait le 15 mars serait décisive. Beaucoup d'observateurs, en Algérie comme ailleurs, en convenaient, et toute la question était de savoir quelle serait la position des Européens, car celle de l'O.A.S. était prévisible. Nous espérions, sans trop y croire, que l'intérêt que portait le monde entier à l'affaire inciterait l'organisation à y regarder à deux fois avant de refuser les accords imminents. Cependant, nous connaissions trop les mythes insurrectionnels de la subversion pour penser qu'elle pourrait « prendre le virage » à temps. Quant aux Européens, les plus modérés — ou les plus sages — fuyaient déjà le désordre, ou, au moins, le faisaient fuir à leur famille, si bien que la densité des « durs » ne faisait qu'augmenter.

Mises en alerte

Tout se passa très vite, et les Français d'Algérie n'étaient désormais plus en mesure de percevoir les informations de l'extérieur autrement que sous forme de slogans de propagande.

Ils n'avaient pas cru au sérieux des conversations.

Ils ne croyaient pas à l'imminence des accords.

Ils ne croiraient pas à leur application.

C'est le 4 mars 1962 que fut connue, à Alger, la publication par Paris et Tunis d'un communiqué prévoyant l'ouverture des négociations à Évian. La nuit du 4 au 5 fut marquée, à Alger, par l'explosion de 120 à 130 charges de plastic entre 4 h 40 et 7 heures du matin. Quand le général commandant le corps d'armée me téléphona, vers 5 heures, nous ne savions pas du tout si ce tintamarre préludait à une action généralisée, et toutes les forces furent mises en alerte : on s'attendait à tout et à rien de précis, et quand, vers 8 h 30, je traversai Alger pour me rendre à la préfecture, je fus surpris du calme qui semblait régner dans la ville.

Nous avons passé la journée du 5 mars à « tourner à vide » dans un calme relatif. Le nombre des attentats augmenta à peine : nous sentions, bien sûr, que quelque chose allait arriver et il a fallu tenir jusqu'après le 19 pour sortir de l'incertitude.

C'est dans ce climat que nous parvinrent, vers le 6 mars 1962, les instructions signées du secrétaire général de la Délégation, ayant pour objet de fixer les mesures à prendre pour faire face aux problèmes posés par les regroupements de population au moment du cessez-le-feu. Ces instructions précisaient notamment que les autorités responsables devaient faire immédiatement proclamer que, si la première mesure consistait dans le maintien provisoire des populations sur place, les dispositions nécessaires étaient prises pour que le « dégroupement » de ceux qui le désireraient fût réalisé dans un délai maximum de trois mois. Il était recommandé d'insister sur le fait que cette mesure n'avait pour objet que de permettre aux intéressés de se réinstaller dans les meilleures conditions possibles, en laissant à l'administration les délais indispensables pour la mise en place des différentes formes d'aide prévues, qui étaient nombreuses : transport des regroupés dans leur ancien village, restauration ou reconstruction de leur ancien logement, remise en état des terres abandonnées, aide alimentaire et vestimentaire pour attendre la prochaine récolte, aide spéciale en faveur des familles dépourvues de travailleurs actifs, etc.

Le but de toutes ces mesures était d'éviter un exode massif vers les villes, mais aussi d'amorcer, par la publicité donnée aux actions entreprises en vue de favoriser les « dégroupements », un retour dans leurs douars d'origine des populations ayant émigré vers les villes en raison des événements.

La frénésie galopante

Le recensement général des désirs des uns et des autres fut fait par les préfets et un calendrier des dégroupements établi. Le financement des opérations était minutieusement précisé. Il devait s'effectuer par le prélèvement sur la Section III du budget des services civils, où une somme globale de 62 045 000 francs (dont 12 000 000 pour les zones urbaines) fut dégagée. Les procédures étaient aussi bien rappelées. Pour l'exécution de ce texte, il fallut prendre de nombreux contacts avec les musulmans puisqu'ils étaient

Détenus O.A.S. ▶ dans une prison près d'Alger. Les moyens mis à la disposition du préfet de police ont permis l'arrestation de nombreux membres de l'organisation. Prisons et camps regorgent alors de détenus.

◀ Pose d'une bombe par un membre de l'O.A.S. Les consignes de l'organisation en prévision du cessez-le-feu seront très suivies en Algérie, et l'on assiste à une recrudescence d'attentats.

Bonnay/Rapho

Prisonniers O.A.S. ▶ dans l'hôpital de Mustapha. Sur les murs, des slogans vengeurs, des dessins humoristiques. On tue le temps... Les prisons sont pleines, mais la courbe des attentats monte toujours.



Rapho



Rapho

presque uniquement concernés : il s'agissait surtout, pour Alger, de recenser ceux qui voulaient quitter la ville, mais malgré la terreur, ils y avaient pris leurs habitudes, ils se terraient dans leurs quartiers de plus en plus.

Nous espérions que la signature des accords aurait lieu très vite, après le 7 mars, puisque — selon les informations qui arrivaient régulièrement — il ne s'agissait, en gros, que d'entériner ce qui avait été décidé aux Rousses du 11 au 18 février. C'était du moins ce que nous pensions... Les jours passaient, avec leur cortège d'attentats, et nous attendions toujours une nouvelle qui n'arrivait pas... Quant aux instructions dans l'hypothèse du cessez-le-feu, elles continuaient à affluer et la vie sur deux plans — le quotidien et la perspective des accords — nous donnait de plus en plus une double activité. Faire la guerre et préparer la paix, dans le même temps et dans les mêmes lieux, est plus original que facile.

On a beaucoup parlé à cette époque de l'énervement de la rue. Cela venait, bien sûr, de la situation qui, en s'éternisant, était de nature à dérégler les cerveaux les mieux équilibrés.

En ce qui nous concernait, nous avions été, par la force des circonstances, pratiquement obligés d'adopter un certain style de vie et nous maintenions, par une organisation le plus rationnelle possible de nos activités et du repos nécessaire, un « équilibre de croisière » qui n'aurait pu durer indéfiniment, mais qui nous permettait de « tenir » et de dominer la frénésie galopante dans laquelle nous étions plongés. Ainsi, l'O.A.S. nous obligeait à faire une belle expérience d'autocontrôle.

Nous n'étions pourtant pas au bout de nos peines.

Le 10 mars 1962 arrivèrent à nouveau de nombreuses directives qui faisaient suite à plusieurs réunions à Rocher-Noir. Il fallait, en effet, se rendre à l'évidence : il était de moins en moins possible de séparer les actions de maintien de l'ordre de l'application des accords éventuels. La synthèse se fit avant le 19, selon les directives du 10, qui tenaient largement compte des opinions, aspirations, intuitions des uns et des autres. Le rappel des règles — très simples, mais réalistes — à appliquer en cas de manifestations dans la rue, de déploiement d'emblèmes, d'agressions des forces de l'ordre, était fait dans des termes qui nous obligèrent à penser nos attitudes à l'avance et à « programmer » l'action.

C'est vers cette période que je fis deux ou trois tournées nocturnes avec le général Ailleret (*Algiers by night*, disait-il), qui venait de temps à autre me rendre visite inopinément, ou allait visiter le corps d'armée ou la zone dont les chefs avaient son absolue confiance.

Le 15, un attentat horrible eut lieu au centre de Ben-Aknoun, où six fonctionnaires, dont l'écrivain kabyle Mouloud Feraoun, furent exécutés.

Le 16 arriva enfin l'annonce de la signature des accords par Krim Belkacem pour le G.P.R.A. et Louis Joxe pour la France. Le général annonça à la télévision, le 18, la conclusion des négociations qui prirent effet le lendemain lundi 19 mars, à 12 heures.

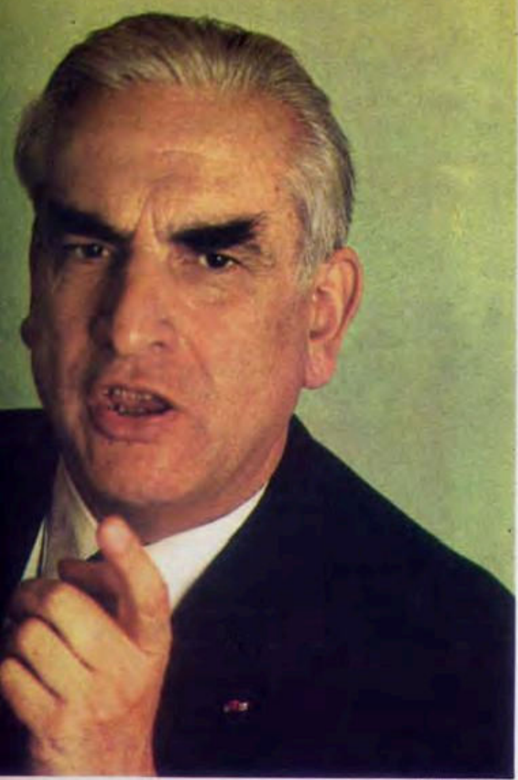
Jet d'ordures ou politique de charme

Ce jour-là, à 16 heures, une voix inconnue me donna un numéro de téléphone où je pouvais appeler la zone autonome du F.L.N. en cas de besoin : les contacts véritables ne furent pris, en fait, qu'après l'installation de l'exécutif provisoire, le 7 avril. Le F.L.N. était désormais un parti politique autorisé.

La semaine du 19 mars commença avec un vague espoir de détente, mais elle devait se terminer dans la tragédie. La population musulmane, très calme et bien encadrée, donna, en la circonstance, un grand exemple de calme et de maturité.

Dans la population européenne, le clivage était beaucoup plus subtil. On avait tellement dit que les accords ne seraient jamais signés qu'ils surprirent la majorité des Français d'Algérie. Il aurait suffi d'un peu de sagesse pour les faire réfléchir et les faire rester en nombre dans le pays qu'ils aimaient. Pourtant, l'O.A.S., de plus en plus animée par ceux qui voulaient régler leurs comptes avec de Gaulle et la France et qui étaient, en fait, peu préoccupés des problèmes — subalternes pour eux — des pieds-noirs, allait prolonger le gâchis.

A l'égard des militaires, l'attitude des Européens variait selon le moment ou le lieu : injures ou flatteries, jet d'ordures ou politique de charme. Le 20 mars, à Belcourt, et le 24, à Bab-el-Oued, la population essaya d'amadouer les soldats en leur offrant du café et en leur parlant gentiment.



Vassal/Gamma

à la satisfaction succéda la grande peur...

◀ **Christian Fouchet, désigné par le conseil des ministres comme haut-commissaire de France en Algérie en remplacement du délégué général, Jean Morin. Le 24 mars, il arrive à Rocher-Noir avec Bernard Tricot.**

Les musulmans cherchaient à se rapprocher des militaires. Il faut dire que les consignes du F.L.N. étaient claires et, du côté musulman, on a « joué le jeu ». Je n'oublierai pas de sitôt une visite que je fis à la Casbah, le 20, où l'impression de sécurité était totale. On ne pouvait pas en dire autant dans les quartiers européens...

Ainsi, l'état d'esprit général des uns et des autres, immédiatement après le cessez-le-feu, variait beaucoup selon les quartiers, l'environnement, les circonstances. Parmi les Européens, malgré toute la propagande et les affirmations péremptoires dont ils étaient submergés, les plus nombreux étaient les indécis, et c'est ce qui nous faisait penser que quelques conseils de bon sens pouvaient les faire évoluer vers une adhésion aux accords. A côté de cette immense majorité d'indécis, il y avait, d'un côté, les pessimistes, simplement désespérés, et, de l'autre, les irréductibles, fervents de l'O.A.S. A ce moment-là, ces derniers ne pouvaient concevoir que l'alternative vaincre ou mourir.

L'état d'esprit des musulmans était tel que la masse obéit aux consignes de calme qui furent honnêtement et efficacement données. On m'avait affirmé, sinon promis, qu'il n'y aurait pas de manifestations : il n'y en eut pas. Malheureusement, à la satisfaction du premier jour succéda de nouveau la peur, et même, comme on le verra, la grande peur. On s'est étonné, à l'époque, et on a souvent regretté que, dans les quartiers musulmans pour commencer, les écoles coraniques fissent déjà de l'éducation nationaliste, que des réunions eussent lieu et que très vite des barrages à l'intérieur des quartiers fussent instaurés par la zone autonome du F.L.N. Le responsable avec qui je m'en entretins quelques jours après me répondit simplement :

— Nous ne ferons rien pour vous « embêter » et nous ne « sortirons » pas tant que nous serons sous la souveraineté de la France. Si les musulmans pouvaient circuler librement, il n'y aurait pas de contrôle aux accès ou à l'intérieur des quartiers. Seulement, on vient nous tuer jusque sur le pas de notre porte. Il faut comprendre que nous nous défendions... »

Fidèle au plan de Salan, l'organisation manifesta, dès le 19, sa détermination de refuser les accords et de poursuivre la lutte. La grève générale fut ordonnée à Alger et à Oran. Le F.L.N., quant à lui, arrêta complètement les attentats dans la perspective de la mise en place de l'exécutif provisoire.

A Paris, le conseil des ministres désigna Christian Fouchet comme le haut-commissaire en Algérie, en remplacement du délégué général Jean Morin.

Un deuxième tract de l'O.A.S., disant que l'organisation devait considérer les forces de l'ordre, militaires ou non, à compter du 22 mars à 0 heure, comme l'armée de l'ennemi, fut diffusé le 20. Jusque-là, l'O.A.S. avait utilisé ses armes contre les civils, les policiers, les gendarmes ou les C.R.S. C'était la première fois qu'elle s'engageait dans la voie du combat contre l'armée.

Le virage était pris, et il fallait s'attendre à voir basculer la population française, dans sa grande majorité, vers l'O.A.S., qui se présentait comme son suprême recours.

Le 20 mars, rien n'était encore résolu. C'est ce jour-là que j'eus, à ma grande surprise, la visite de deux Français, délégués O.A.S. de quartier, qui, n'ayant eu connaissance ni des brochures diffusées... ni de la presse, voulaient connaître le texte des accords pour se prononcer en dehors de toute passion.

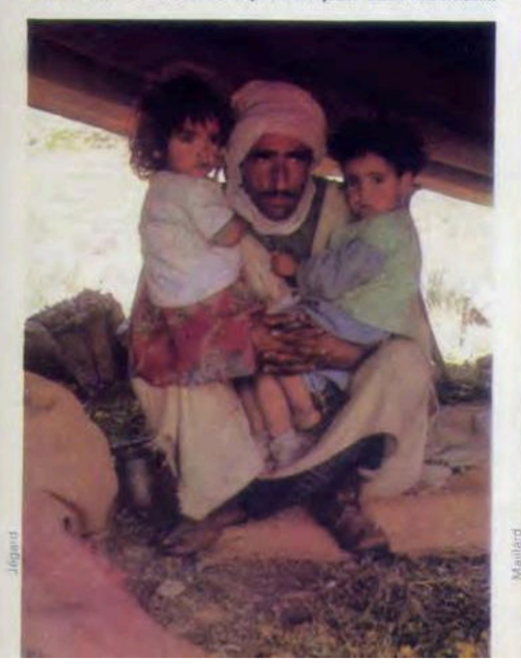
Car si, dès le 19 mars, l'O.A.S. faisait connaître qu'elle les refusait, personne n'avait encore une connaissance réelle et complète de leur contenu puisqu'ils n'ont paru à l'*Officiel* que le 20...

Je me rendis compte, ce jour-là, combien l'accord aurait pu être facile avec les uns et les autres pour peu que le goût de la vérité dont faisaient preuve mes deux interlocuteurs eût été plus souvent connu et canalisé par ceux qui les commandaient.

Mais on sait que, quand une situation est absurde, elle évolue selon ses lois propres, en dehors de toute logique. Je crois, pourtant, que je me suis fait, ce jour-là, paradoxalement, deux amis. **H**

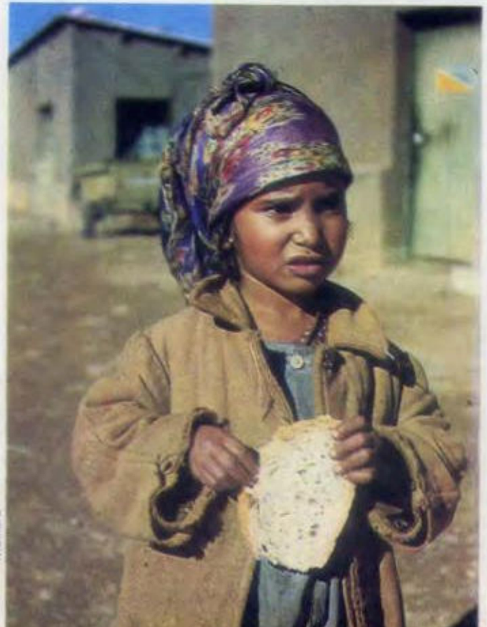
Vitalis CROS

Les instructions du secrétaire général de la Délégation concernent les mesures à prendre pour faire face aux...



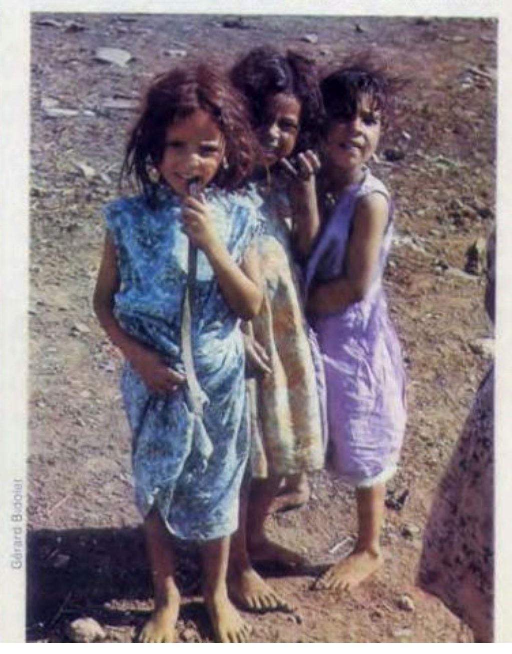
Jégard

...problèmes des populations regroupées. Il faut les transporter dans leurs anciens villages, reconstruire...



Maillard

...ou réparer leur logement, remettre en état les terres abandonnées, leur fournir vêtements et nourriture...



Gérard Bodolet

HISTORIA magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les lundis
Éditions Jules Tallandier
Directeur de la publication : *Maurice Dumoncel*
Directeur des périodiques : *Georges Mazoyer*

Directeur : *Yves Courrière*
Conseiller auprès de la Direction : *Général Beaufre*
Rédacteur en chef : *Jean Fontugne*
Adjoints : *Jacques Kohlmann*, *Liliane Crété*
Chef service photo : *François Wittmann*
Directeur des publications Historia : *Christian Melchior-Bonnet*
Administration : *Christian Clerc*
Maquettiste : *Roger Brimeur*

Dessinateur : *John Batchelor*
Fabrication : *Roger Brimeur*
Secrétaire de rédaction : *Brigitte Le Pelley Fonteny*
Adjoint : *Charles Meyer*
Directeur de la promotion : *Jacques Jourquin*
Assistantes : *Chantal de Pinsun*, *Françoise Rose*
Relations publiques : *Claude Bénédick*
Abonnements : *Jean-Loup Pellé*
Services des Ventes : *Georges Darmon*

RÉDACTION-ADMINISTRATION :
Librairie Jules TALLANDIER
170 bis, bd du Montparnasse, 75680 PARIS Cedex 14.
Tél. 325-11-82. Télex 21311. Publio Réf. 581.
Prix de vente au numéro : France, 3,50 F. – Belgique, 35 FB. Suisse, 3,50 FS.

ABONNEMENTS

FRANCE : 61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14e. Tél. 707-17-89. CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2778-70 ou chez votre dépositaire.

BELGIQUE : S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de Hennin. B 1050 BRUXELLES. - Tél. 47-69-29. CCP BRUXELLES 1882-34.

Tarif :
1° 6 mois - 24 numéros.
67 FF - 670 FB - 67 FS - Autres pays : 82 FF.
2° 1 an - 48 numéros.
123 FF - 1 230 FB - 123 FS - Autres pays : 153 FF
3° 1 an - 48 numéros, 3 reliures dont 1 gratuite.
159 FF - 1 590 FB - 159 FS - Autres pays : 198 FF.
4° 2 ans - 96 numéros, 6 reliures dont 2 gratuites.
302 FF - 3 020 FB - 302 FS - Autres pays : 350 FF.
5° 16 numéros : 341 (97) à 371 (112).
45 FF - 450 FB - 45 FS - Autres pays : 45 FF.

RELIURES :
FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires ou Franco.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Ile, 1070-BRUXELLES CCP 416-69.
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.

NOTE A NOS ABONNÉS :
1° Les abonnements peuvent être pris à partir du n° 194 (nouvelle série Historia Magazine-Guerre d'Algérie) ou du numéro en cours.
2° Tout souscripteur ayant choisi notre tarif avec reliure recevra avec ses premiers numéros les 3 reliures nécessaires pour relier 48 numéros.
3° La publication est hebdomadaire. 112 numéros seront consacrés à la Guerre d'Algérie.
4° Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection.
5° Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi, elle porte toutes les références vous concernant.
6° Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.

CHRONOLOGIE (Mars 1962)

FRANCE

1er : cinq cent cinquante-trois membres de l'enseignement supérieur et chercheurs de la région parisienne remettent au général de Gaulle un appel contre toute forme de violence.
1er-6 : nombreuses interpellations et arrestations de membres de réseaux O.A.S. en France.
2 : un nouveau sigle G.A.R. (groupes d'action et de résistance anti-O.A.S.) apparaît sur les murs de Paris.
7 : reprise à Évian des négociations franco-F.L.N.
7 : le gouvernement français approuve l'accord relatif à la construction en commun d'un satellite européen.
10 : explosion d'une voiture piégée à Issy-les-Moulineaux.
11 : publication des mesures officielles prises pour l'accueil et le reclassement des Français rapatriés.
14-17 : visite du président de la République du Tchad à Paris.
18 : conclusion des accords d'Évian.
19 : allocution du général de Gaulle.
20 : message du général de Gaulle au Parlement sur les accords d'Évian et le référendum.
20 : le Conseil des ministres nomme Christian Fouchet haut-commissaire de France en Algérie et Farès, président de l'exécutif provisoire.
20 : libération des détenus d'Aulnoy.
20 : accord entre la Direction des charbonnages et les fédérations syndicales des mineurs pour mettre fin au conflit de Decazeville.
23 : publication au Journal officiel *d'un décret portant amnistie des condamnés algériens.*
26 : allocution du général de Gaulle.
28-29 : quinze attentats au plastic à Paris.
30 : Salan crée en France un « Conseil national de la Résistance ».
30 : le tribunal militaire condamne à mort les auteurs de l'assassinat du commissaire Gavoury.

AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT

1er : émeute dans les faubourgs musulmans d'Oran.
1er-5 : accélération du rythme des attentats O.A.S. à Alger, Oran et dans les grands centres malgré le renforcement du dispositif de sécurité.
8 : l'Égypte accorde l'indépendance au territoire de Gaza.
15 : assassinat par l'O.A.S., à El-Biar, de l'écrivain Mouloud Feraoun et de cinq dirigeants des centres sociaux.
17-18 : incidents de frontière entre la Syrie et Israël.
19 : le cessez-le-feu devient effectif à midi en Algérie.
19 : la grève ordonnée par l'O.A.S. est largement suivie à Alger et à Oran.
20 : fusillades, attentats et accrochages à Oran, Alger et Saint-Denis-du-Sig.
23 : attaque O.A.S. et insurrection armée à Bab-el-Oued.
25 : arrestation à Oran du général Jouhaud et de son adjoint, le commandant Gamelin.

(à suivre.)

NOTRE PROCHAIN NUMÉRO



L'ARMÉE DES FRONTIÈRES SE PRÉPARE...

Sommaire

● Algérie : on tue partout
Quelques jours avant d'être abattu, Mouloud Feraoun écrivait : « Depuis deux mois, je suis enfermé chez moi pour échapper aux ratonnades. » A Oran, à Alger, l'O.A.S. se déchaîne avant de décider, au lendemain des accords d'Évian, d'ériger Bab-el-Oued en périmètre réservé.

● Le siège de Bab-el-Oued
Une fusillade nourrie fait, le 23 mars, seize victimes dont cinq soldats. Le couvre-feu permanent et le bouclage du quartier sont décidés. Des hélicoptères lancent des grenades lacrymogènes, des avions de chasse exécutent des tirs d'intimidation. Puis, le 26 mars, une manifestation de masse est décidée par l'O.A.S. pour dégager les assiégés de Bab-el-Oued.

● La fusillade de la rue d'Isly
Alger, 13 heures. Un long convoi de camions militaires s'arrête boulevard Carnot au pied du plateau des Glières. Une troupe nombreuse en descend. Dans une heure, ce sera la fusillade. Le colonel qui commandait l'unité rappelle, onze ans après, les circonstances du drame.

● Un merveilleux rêve kabyle
A quelques jours du cessez-le-feu, un ingénieur retourne sur le chantier de la station de pompage qu'il a quitté six ans plus tôt. Accompagné du mokhadem, il va de surprise en surprise...

● Le général Jouhaud arrêté
Le général est à la P.J. On vient de l'identifier. Comment, dans son fief oranais, l'ardent défenseur de l'Algérie française, l'un des chefs de l'O.A.S., a-t-il pu être capturé.

Imprimé en France - Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial. Dépôt légal 4e trim. 1973. – N° d'imp. C. 70

EN PAGES 5 - 6 - 7



LE COUVRE-FEU RÉTABLI A MINUIT DANS LE GRAND-ALGER

Circulation des voitures toujours interdite dès 21 h.

TEXTE INTEGRAL DES ACCORDS

CONCLUS LE 18 MARS A EVIAN

CESSEZ-LE-FEU : JOUR J + 2
REFERENDUM : 8 AVRIL



De Gaulle demandera les pleins pouvoirs en même temps que l'approbation de sa politique

SEANCE ANIMEE A L'ASSEMBLEE

Le Président de la République dans son message au Parlement :

« UNE ETAPE DECISIVE... mais nul ne peut méconnaître les difficultés d'application qui en résultent aujourd'hui !.. »

UNE PAGE EST TOURNÉE ...mais un nouveau chapitre commence

De notre rédacteur politique Jacques FARINI

L'ABOUTISSEMENT de la conférence d'Evian fait franchir au problème algérien une nouvelle étape.

DEBRÉ : « Comment ne comprendrions-nous pas les sentiments des Français d'Algérie ? »

Les élus d'Unité de la République ont manifesté leur désaccord

M. A. FARÈS PRÉSIDENT DE L'EXÉCUTIF



Le Président de l'Assemblée Nationale, M. Jacques Chaban-Delmas, lisant le message du Président de Gaulle aux députés

EN PAGE 3

Les textes sur l'organisation provisoire des pouvoirs publics en Algérie publiés hier matin au « Journal Officiel »

A LA SUITE D'UN ORDRE DE GRÈVE GÉNÉRALE

ALGER ET ORAN ONT ÉTÉ PARALYSÉS pendant 24 heures

PAS DE JOURNAUX DURANT DEUX JOURS

Le mouvement a atteint les communes environnant les deux villes

Après de timides réouvertures, hier

Reprise totale attendue ce matin

Libéré puis parti pour la Suisse

BEN BELLA attendu à Rabat

BEN KHEDDA CONFIRME : Le G. P. R. A. va se réunir au grand complet au Maroc

En attendant l'installation du tribunal de l'ordre public

COURS MARTIALES A ALGER ET ORAN

Procédure accélérée et sans recours

HISTORIA magazine
Supplément au numéro 359

Nos lecteurs écrivent...

Fervent lecteur depuis le n° 1 d'« Historia Magazine » *la Guerre d'Algérie* que j'épluche de la première à la dernière ligne, je tiens à rendre hommage à votre impartialité. La rubrique « Nos lecteurs écrivent » me passionne et si j'ai relevé quelques légères erreurs, je n'ai pas été vexé qu'un aviateur le voie lorsqu'un biffin parle de Nord-2000, alors qu'il n'ignore pas qu'il s'agit de Nord-2501. On doit « laisser courir ». Le pousse-caillou (j'en ai fait partie pendant vingt-cinq ans) ne voit pas très bien la différence. Combien de fois ai-je pris l'air sur cet appareil! Et aux copains je disais à mon retour : « Tiens! je suis parti par le Nord-2000. »

Je voudrais surtout dire un grand merci à M. L. T... de Marseille, qui, dans votre n° 331, a assisté au départ du « Président-Cazalet » et a vu les pieds-noirs remercier par leur pré-



Coll. Béraud





Sur la base aérienne de Batna, le 19 mars 1962, après le cessez-le-feu : retour de la dernière mission d'un T-28...

Précisions pour l'Histoire...

sence et, j'en suis certain, par quelques friandises les soldats du contingent qui « ne marchaient pas ». Que les neuf dixièmes aient accepté friandises et cigarettes et aussi des lettres à poster en métropole, c'est normal, à mon avis, mais ce qui est vraiment ignoble, c'est ces gestes obscènes et ce courrier jeté à la mer.

... En 1944 je faisais partie de la 9e D.I.C. et, à ce titre, j'ai participé à la Libération. Nous étions alors considérés comme des hommes amoureux de notre pays et simplement désireux de bouter le Boche hors de nos frontières. Après quelques mois d'occupation, nous fûmes dirigés sur Marseille et par « Victory U.S. », direction Saigon.

Première déception. Sur les quais d'embarquement, les gardes mobiles avaient l'ordre de ne pas laisser passer les familles désireuses d'embrasser enfant, mari ou fiancé. Beaucoup, hélas! ne pourront me contredire. De héros libérateurs, nous étions passés « S.S. à Leclerc ».

... De 1956 à juin 1958, j'étais en Petite Kabylie, parcourant le djebel de Bougie à Akbou, je connais fort bien la Soummam et l'Akfadou. Les pieds-noirs nous ont toujours accueillis aimablement, en particulier les familles Marchandi, Pereigne, du domaine d'Il-Maten, M. Galea sur la route El-Klem à La Réunion et tant d'autres.

M. J. J..., 66000 Perpignan

★

Je vous fais parvenir, à propos du putsch, ce témoignage d'un « ancien ».

En avril 1961, j'étais, en tant qu'appelé de la 60-1/A, stationné à Mac-Mahon, petite localité située dans l'Aurès,

TÉMOIGNAGE



Le colonel Vaudrey, de l'infanterie de marine : un des responsables du coup de force du 24 avril 1961.



Je voudrais apporter quelques précisions en ce qui concerne le comportement des militaires de l'armée de l'air, en particulier ceux de la base aérienne de Blida, lors du putsch des généraux, en 1961.

Le lundi 23 avril vers 7 heures, les cadres mariés, qui n'avaient pas été de service, d'alerte ou en mission la veille, se présentèrent comme de coutume devant l'entrée de la base, afin de rejoindre leur service ou unité. Quelle ne fut pas leur surprise de voir des grappes de soldats, criant, hurlant, faisant des gestes obscènes, grimpés sur la terrasse du poste de police, sur les murs ou agrippés aux grilles de la porte d'entrée qui étaient fermées. Un groupe très important condamnait la petite porte, mais laissait passer officiers et sous-officiers après leur avoir fait crier le mot de passe qui était « Vive de Gaulle ».

Je vis de mes propres yeux, des officiers secoués par leur cravate parce qu'ils hésitaient, puis se plier à cette pantomime et rentrer sous les huées de quelques excités, d'autres — peu nombreux — se faire insulter et rejeter brutalement parce qu'ils refusaient de crier « Vive de Gaulle ».

Personnellement, ayant toujours fait connaître mes opinions politiques, je téléphonai à mon commandant d'unité pour lui faire part que dans ces conditions, je ne pouvais pénétrer sur la base. Celui-ci me répondit de me présenter à une petite porte « secrète » faisant communiquer la cité des officiers mariés avec la base, où un sous-officier muni d'une clef m'attendrait. Estimant que je n'avais pas à me cacher pour entrer dans un établissement français où j'étais officiellement affecté, je revins vers l'entrée principale qui s'était préalablement vidée, la plupart des cadres étant entrés après s'être soumis à la volonté de la troupe.

Accompagné de quelques camarades, je décidai de rejoindre un régiment de parachutistes stationné aux portes de Blida et de me mettre à sa disposition. Déjà s'y trouvaient six ou sept officiers, dont deux supérieurs, de nombreux sous-officiers, d'autres arrivant, ce qui porta notre nombre à cent quarante-sept en cours de journée, plus quelques S.P.M.F.A.A.

Avec deux de mes camarades connaissant comme moi particulièrement bien la topogra-

entre Batna et Biskra, et appartenais à la 4e compagnie du 1er bataillon du 7e régiment de tirailleurs algériens, commandé alors par le colonel Rafa, auquel d'ailleurs vous avez consacré un article dans un de vos numéros.

Dès le début de « l'Affaire », nous entendîmes sur nos transistors que notre régiment s'était rallié à la cause des généraux dissidents et que nous nous trouvions ainsi tous rebelles!

Comme le 7e R.T.A. était composé de 75 % de F.S.N.A. 15 % de pieds-noirs et 10 % de métropolitains (je ne garantis pas la précision de ces pourcentages), l'ambiance des journées qui suivirent fut assez éprouvante pour les nerfs. A part cela, R.A.S. : repos complet dans l'attente d'un hypothétique départ pour Alger (les ordres prescrivaient même d'emporter les maillots de bain).

Que de suppositions, que chacun interprétait selon ses convictions!

Vers le quatrième jour, nous sûmes que le colonel Rafa était revenu à la légalité. Quelques mois après ces événements, il nous quittait... nommé général.

Peu de gens ont su, je pense, qu'un régiment composé aux trois quarts de musulmans et commandé par un des leurs, ait pu être du côté des « putschistes ».

Que serait-il advenu si nous avions reçu l'ordre de passer aux actes?

M. J.-C. D..., 80450 Camon

★

Il m'apparaît qu'en ma qualité d'ancien directeur général des services de la Chambre de commerce d'Alger et de secrétaire général de la Région économique d'Algérie, il m'appartient de ▶



Coll Clédic

Durant les quatre journées du putsch, les opérations se poursuivirent sur tout le territoire...

phie de la base et de ses environs, nous avons guidé dans l'après-midi, deux compagnies de parachutistes, qui réussirent à pénétrer, sans être aperçues, sur la piste d'envol, à mettre leurs camions en travers, de façon à faire obstacle au décollage des avions et empêcher la fuite des équipages, ou de ces guerriers volontaires tel l'A.-C. Vabre cité par M. Auriel Dahan dans le no 93 d' « Historia Magazine », tellement heureux de profiter de l'occasion pour rejoindre son clocher, accompagné de son épouse et de... ses deux chiens, abandonnant derrière lui femmes et enfants musulmans ou européens à la vindicte du F.L.N.

Le lieutenant-colonel commandant la base en second, venant de métropole, affecté à Blida depuis une dizaine de jours et qui remplaçait le colonel en permission en France (par hasard!), escorté de plusieurs soldats, dont il semblait plus le prisonnier que le chef, vint palabrer avec les deux commandants de compagnie de parachutistes. Je pus constater là aussi un fait qui mérite d'être signalé : de nombreux groupes de soldats de l'armée de l'air avaient pris position de l'autre côté de la piste, armés, casqués, avec une discipline digne d'éloges, commandés pour la plupart par un simple soldat comme eux. J'en fus personnellement très impressionné.

Le lendemain matin, nous reçûmes le conseil d'un de nos officiers supérieurs de rentrer à notre domicile et d'y rester jusqu'à nouvel ordre.

Dans les jours qui suivirent, je vins plusieurs fois tourner autour de la base où se tenaient toujours en permanence de nombreux hommes de troupe juchés sur les murs, qui insultaient les civils, en particulier les femmes qui passaient sur la route.

Un jour, je vis le drapeau rouge flotter, il était fixé sur un mât, face à l'A.M.B. (atelier et magasin de base.)

Quelques contacts pris avec des camarades travaillant à l'intérieur me firent vite comprendre l'étendue du désastre. Les cadres n'avaient plus de commandement et restaient assis à leur bureau, évitant tout malentendu avec leurs subordonnés.

A part deux ou trois officiers et une dizaine de sous-officiers qui avaient pris résolument fait et cause pour le gouvernement légal et les dispositions nécessaires au fonctionnement de ▶

vous citer le fait suivant dû à la patriotique initiative de M. Laurent Schiaffino, sénateur et président, infirme, hélas! de la Chambre de commerce d'Alger et de la Région économique d'Algérie (à rappeler que la Chambre de commerce d'Alger fut créée par décret du 7 décembre 1830 pris par le maréchal Clauzel).

Au dernier soir qui a précédé le jour tragique de l'indépendance, M. Laurent Schiaffino fit amener le pavillon tricolore qui depuis cent trente ans sommait le faîte (1) du Palais consulaire et témoignait de la permanence et de l'essor économique croissant auxquels les chambres de commerce d'Algérie apportèrent leur féconde contribution.

M. Laurent Schiaffino emporta à Paris cette émouvante relique. Il lui fit faire un coffret digne de sa haute signification, puis il se rendit à la présidence de l'assemblée des présidents des chambres de commerce de France, à laquelle il offrit à sa garde éternelle cette unique et évocatrice relique. C'est dans le bureau présidentiel de cette éminente assemblée que, depuis ce jour, cette historique et précieuse relique est pieusement conservée.

M. A. G..., 13009 Marseille

(1) Au début de la conquête, sous le règne de Charles X, il s'agissait du drapeau à fleurs de lys, c'était, en tout état de cause, le drapeau de la France.

★

Après avoir pris connaissance de votre n° 94, je me permets d'apporter quelques précisions à l'article de M. Léo Palacio, intitulé « Confusion en Oranie ». Ces précisions ne modi-

TÉMOIGNAGE *(suite)*

...Le commando V-44 se trouvait alors près de Sakiet-Sidi-Youssef, à la frontière tunisienne...


Coll. Clédic

cette immense base, le reste de l'encadrement était assuré par des soldats membres des jeunesses communistes et ayant suivi une sérieuse instruction militaire et politique avant leur entrée en service, camouflés pour la circonstance en purs gaullistes.

Cela ne pouvait m'étonner. Appartenant moi-même aux services de sécurité de l'armée de l'air, de nombreux rapports avaient fourni suffisamment de preuves au commandement du noyautage des soldats du contingent de l'aviation (presque exclusivement composés d'ouvriers des industries aéronautiques et automobiles) par des jeunes cadres du parti communiste.

Déjà deux révoltes importantes avaient eu lieu sur la base, que le colonel n'avait pas jugé bon de réprimer avec la vigueur nécessaire.

Le 27 avril je reçus l'ordre, transmis par la gendarmerie, de me présenter le lendemain à 9 heures à la base, où je retrouvai tous les « insoumis ». Une table était installée à l'extérieur, derrière laquelle siégeaient un capitaine et plusieurs sous-officiers, nous devions passer devant eux, signer différents registres, ensuite être fouillés (je me demande encore pourquoi), enfin, franchir le poste de police où un minicar nous conduisait au cantonnement des passagers, transformé pour la circonstance en centre d'internement. Les officiers et S.P.M.F.A.A. étaient dirigés sur l'infirmerie.

Lorsque ce fut mon tour de passer devant ce « comité d'accueil », comme j'étais porteur d'un pistolet automatique suspendu à mon ceinturon dans son étui, j'eus la désagréable surprise de sentir le canon d'une mitraillette s'appuyer sur mes reins; c'était un de mes anciens camarades, mécanicien auto que j'avais précédemment connu au Nord-Vietnam, ayant certainement rarement tenu une arme à défaut de savoir s'en servir.

La journée se passa péniblement, soumis sans cesse à toutes sortes de tracasseries, des soldats et de jeunes sous-officiers venaient nous insulter et nous promettre quelques « agréables mutilations ».

Le capitaine qui nous avait réceptionnés à l'entrée ainsi que le commandant venaient eux aussi régulièrement essayer de saper notre moral et créer la zizanie parmi nous en nous abreuvant de longs discours dans

fient en rien le sens de l'article en question.

1) Le maquis « France-Résurrection », contrôlé par le capitaine Souètre, n'était pas implanté au sud de Mostaganem, mais dans l'Orléansvillois. Cette unité a eu une existence assez brève; investi par la gendarmerie et refusant d'ouvrir le feu sur des soldats français, il fut démantelé début mars 1961. Le capitaine Souètre fut arrêté, mais une partie de ses effectifs, dont Marcel Petitjean (adjoint du capitaine Souètre), passa entre les mailles du filet tendu par les forces de l'ordre et se réfugia dans différentes fermes en bordure de mer au N.-N.E. de Mostaganem, en particulier à Lapasset et à Petitport. Là, ces éléments, hébergés par la population, se mirent en sommeil, gardant toutefois des contacts et des liaisons fréquentes tant avec l'O.A.S. Oran qu'avec des responsables de l'O.A.S. Alger. Quelque temps avant le 22 avril 1961, cette unité se reconstitua et nomadisa dans cette région précédemment citée. C'est là que, le 22 avril au matin, parvint par agent de liaison, l'ordre à Marcel Petitjean de se porter sur Oran, où son unité pénétra en armes et en uniforme le 22 dans l'après-midi.

2) Le coup de main sur le chenil de la police, ainsi que la participation de policiers oranais au maquis « France-Résurrection » sont antérieurs au 22 avril. Toutefois les policiers ne constituaient pas la majorité de ce maquis.

3) En ce qui concerne l'évacuation d'Oran par les éléments armés du réseau « France-Résurrection », dans l'après-midi du 25 avril 1961, ces éléments, constitués en unité fortement armée, ont quitté la ▶



Coll. Clédic

...Aïn-Zana. Blockhaus, projecteur et canon de 155 du fort, sur la ligne Morice, face à la frontière tunisienne.



Coll. Clédic

lesquels il était question d'en libérer quelques-uns, d'en laisser rentrer chez eux pour la nuit, par contre, pour d'autres, des sanctions par les tribunaux, allant de la peine minimum jusqu'à la peine maximum seraient prises, etc. Nous avons eu aussi la courte visite de notre aumônier, qui nous serra à tous la main sans s'inquiéter de nos familles, nous laissant comprendre que s'il avait des prières à faire elles ne seraient certainement pas en notre faveur.

A signaler que les cinq ou six sous-officiers, anciens des Forces aériennes françaises libres de la base, ainsi que tous les anciens de la campagne d'Italie que je connaissais se trouvaient parmi nous.

En fin de soirée, nous fûmes évacués sur la base de Maison-Blanche, exactement à l'hôpital de transit d'Oued-Smar, où, dans la nuit, nous avons eu la douleur de perdre un de nos camarades, mort d'humiliation et de rage impuissante devant l'hostilité et la haine de ces jeunes planqués et de ces officiers bureaucrates.

Chaque jour, un capitaine « porte-serviette » du colonel commandant la base de Blida, rentré de permission aussitôt après la fin des événements, venait lire une liste de noms de camarades que, le lendemain, un autocar venait chercher pour qu'ils rejoignent leur poste. Au bout d'une dizaine de jours, nous ne restâmes plus qu'une trentaine d'« irréductibles », paraît-il, qui reçurent l'ordre de se préparer à embarquer discrètement sans pouvoir faire d'adieux à leur famille, à bord d'un avion qui devait nous prendre en bout de piste, direction la métropole. Finalement cet ordre fut annulé et nous fûmes tous mutés dans différentes bases, détachements opérationnels, etc., d'Algérie, avec interdiction de pénétrer sur la base de Blida. J'appris par la suite que cette dernière décision — et je suis formel — fut prise par un conseil de soldats et non par le commandement.

De ces journées à Oued-Smar nous garderons tous un souvenir inoubliable à cause de cette camaraderie, de cette amitié qui a fait fi de l'âge, du grade, de la spécialité, pour nous laisser à notre seule pensée : la perte d'un morceau de notre territoire qui nous était cher et le sacrifice inutile de tous nos morts et blessés.

Notre reconnaissance éter- ▶

Opinions...

▶ ville en convoi de véhicules civils, après avoir évité de justesse un incident à l'entrée de Château-Neuf et franchi sans aucune difficulté différents barrages sur la route d'Alger. Rendez-vous avait été pris avec les deux régiments de parachutistes, 14e et 18e R.C.P. Au point prévu, les véhicules civils de « France-Résurrection » furent incorporés dans la colonne constituée par les deux régiments paras et une compagnie de C.R.S. d'Oran.

Dans la soirée du 25 avril, lors d'un ravitaillement en carburant assuré par des camions citernes du S.E.A. (service des essences de l'armée), c'est sur ordre exprès du colonel Masselot que les véhicules civils purent recompléter leurs pleins malgré l'opposition du chef de détachement du S.E.A. C'est également durant cette nuit que nous avons appris par la radio l'échec du putsch. Les appelés des deux régiments paras ne parvenaient pas à y croire et voulaient en découdre.

Plus tard, dans la région de Duperré, la colonne fut arrêtée et c'est alors que le message suivant fut transmis : la colonne, y compris les véhicules de « France-Résurrection », ne pourrait passer qu'à la condition que Marcel Petitjean se constitue prisonnier, avec l'armement de son unité. Après une très longue discussion à laquelle participèrent Petitjean, des cadres des C.R.S. oranais, les colonels Masselot et Lecomte, ainsi que le lieutenant de vaisseau Guillaume, et malgré les avis contraires, Marcel Petitjean décida de se constituer prisonnier avec une partie (faible) de son armement, afin que ses hommes puissent passer et, cela va de soi, continuer la lutte. Le 26 avril au matin, la colonne reprit la route après, toutefois, que les éléments de « France-Résurrection » eurent été répartis dans les camions des régiments paras, et les véhicules civils abandonnés au bord de la route (nous n'avions guère confiance dans les engagements « officiels »). L'état-major de la colonne nous avait proposé de nous ramener jusqu'à la B.E.T.A.P. de Boufarik, où nous reprendrions notre liberté d'action. Les officiers paras ignoraient quel serait leur sort après cette étape. En fait craignant d'être arrêtés à Boufarik, les éléments de « France-Résurrection » évacuèrent individuellement la colonne lors des différentes haltes dans la Mitidja



▶ nelle ira sans nul doute au colonel médecin-chef de l'hôpital d'Oued-Smar ainsi qu'à son épouse pour le réconfort moral qu'ils nous ont apporté pendant toutes ces journées et soirées passées en notre compagnie.

La conclusion de cette aventure est amère. Elle a démontré qu'en dehors d'une minorité de militaires de carrière de l'armée de l'air, qui ont pris position soit pour soit contre le gouvernement, la majorité attendait d'où venait le vent, avec comme préoccupation principale, pour ceux qui ne pouvaient quitter l'Algérie, de savoir de quelle façon et à quel taux serait payée la solde en fin de mois, pour ceux qui avaient des avions à leur disposition et bien souvent leur famille en métropole, l'occasion inespérée d'avoir une permission non décomptée sur leurs droits pour rejoindre leur femme et leurs enfants.

Excusons les soldats du contingent, ils étaient jeunes et puis ils étaient bien encadrés par des militants chevronnés.

Assez souvent je rencontre des anciens appelés ou des militaires de carrière fidèles à cette époque au gouvernement. Si nombreux sont les premiers à regretter leur geste pensant à la perte considérable que la France a subie en abandonnant l'Algérie, par contre, les seconds, dans l'ensemble semblent toujours plus préoccupés de leur avancement ou du rajustement de leur retraite que des périls que peut courir notre pays.

Objectivement, je suis obligé d'avouer que, par la suite, le complot des généraux ne m'a pas amené la quiétude morale que j'escomptais.

J'ai été gaulliste quand il y avait des coups à recevoir. Je n'ai plus voulu en être lorsque je me suis aperçu que je n'avais pas suivi un général, mais un politicien égoïste, orgueilleux, se servant de ses hommes pour atteindre le pouvoir.

J'ai suivi les généraux du putsch dans la même idée, pour sauver une partie du patrimoine national. Grande fut ma déception de m'apercevoir — et vos derniers n[os] d'Historia le confirment — que rien n'était préparé, que c'était la pagaille complète, qu'il leur fallait improviser à chaque seconde, alors que dès mon peloton de caporal j'avais appris que « commander c'est prévoir ».

Je me révolte à l'idée que ces hautes personnalités militaires, ces chefs suprêmes, aient pu entraîner un nombre considérable de subordonnés de tout grade dans une aventure héroïque, merveilleuse et patriotique, et qu'elle ait été vouée à l'échec dès le début par manque de préparation et incompétence.

M. D..., 82150 Montaigu-de-Quercy



Pierre Raynal

Drapeaux rouges et portrait de Léon Blum en tête : un défilé du Front Populaire. Avant la...

avant d'atteindre Boufarik. C'est grâce à la population civile que ces éléments purent se procurer des vêtements civils et rejoindre immédiatement les unités O.A.S. d'Alger avec leur armement.

M. R. W.... 13700 Marignane

★

Autrefois, en Algérie, il avait toujours été facile de rassembler des foules et de provoquer des manifestations agitées, souvent exubérantes. Le caractère généreux — et souvent naïf — des populations disposait ces foules à prendre parti avec véhémence. Le mouvement antisémite du début du siècle connut une intensité qui fut inquiétante, alors, à Alger.

En 1934, les événements parisiens eurent des répercussions directes. Aux défilés plus ou moins militarisés des « Croix-de-Feu » et de l'« Action française » répondit une contre-manifestation populaire dont l'ampleur étonna.

Par la suite, le mouvement du Front populaire connut un succès dans lequel les quartiers de Bab-el-Oued et de Belcourt prirent une grande part. On connut des défilés spectaculaires, des grèves avec occupation; une agitation d'un genre nouveau dans le pays. Mais ce qui était surtout nouveau, c'était que les indigènes, qui avaient semblé indifférents jusque-là, s'intéressaient vivement et participaient à ce mouvement.

Cet élan d'une masse européenne qui se montrait favorable à l'émancipation des indigènes entraîna ces derniers à revendiquer. Ce fut d'abord l'important Congrès musulman, puis la participation de moins en moins timide des Arabes à la politique. Cela devenait grave pour ceux qui cherchaient à freiner ce courant; ils usèrent de provocations, comme par exemple l'assassinat du mufti d'Alger, suivi de l'accusation du cheikh El-Okbi, à propos de laquelle Camus, jeune journaliste, intervint.

Quand le gouvernement Léon Blum reprit le projet de Maurice Viollette, l'espoir des indigènes grandit. On n'a pas assez marqué l'influence de Maurice Viollette sur la masse indigène à l'époque où, ancien gouverneur de l'Algérie, il exposait pour la première fois une vue réaliste du problème algérien dans son livre clairvoyant *L'Algérie vivra-t-elle ?* Il faut avoir vu les rampes et le boulevard dominant le port couverts d'une foule indigène, de ceux qui espérant encore étaient venus saluer son dernier passage à Alger, pour comprendre qu'il était temps de ne plus décevoir.

Les « libéraux », ceux que la question algérienne préoccupait, n'avaient à leur disposition que quelques faibles hebdomadaires, comme *Demain*, puis *Alger socialiste* et *la Voix des humbles*, organe des instituteurs musulmans. L'évolution des indigènes ne tourmentait pas la réactionnaire *Dépêche algérienne* et très peu *l'Écho d'Alger*, du tout-puissant sénateur Duroux.

Les milieux de gauche avaient depuis longtemps souhaité la parution d'un quotidien ouvert ▶

à toutes les revendications. En 1936, ils saisirent l'occasion d'acquérir une imprimerie à Bab-el-Oued. On émit alors des actions de 100 F, que les militants placèrent chez les sympathisants et beaucoup de ces actions furent souscrites par des indigènes. Le journal qui fut ainsi lancé était *Alger républicain*. Son succès fut grand jusqu'en 1940, année où le régime de Vichy l'interdit; il reparut plus tard et même après l'indépendance.

La première désillusion des indigènes, celle qui marqua le début de leurs rancœurs, fut l'abandon, devant la pression des élus européens d'Algérie, du projet Blum-Viollette, qui devait reconnaître les premiers droits de citoyens à une partie de ceux qu'on appelait des Français musulmans.

Le gouvernement du maréchal Pétain éloigna davantage ces espoirs, on imposa à tous des preuves de fidélité nouvelles, les militants de gauche furent emprisonnés ou déportés dans le Sud et parmi eux de nombreux indigènes. Après la guerre, on refit des promesses à ces populations qui avaient souffert, à ces hommes qui avaient combattu. Elles ne furent pas tenues; après la flambée de révolte de 1945, la suite était inéluctable.

M. L. C..., 75019 Paris



J'ai lu avec intérêt votre reportage sur le dernier voyage de De Gaulle en Algérie et sa visite à Aïn-Témouchent. Cependant, est-ce par manque d'informations ou volontairement, votre relation sur la sortie de la Marine est assez incomplète.

Un podium avait été dressé sur la place publique pour permettre au général de s'adresser à la foule. Comme de Gaulle semblait vouloir s'y diriger, il a été encadré par ses « barbouzes » qui l'ont conduit vers sa voiture. C'est alors qu'il a pris par le cou, un dans chaque bras, MM. les députés Mekki et Lepez qui étaient près de lui et s'est écrié : « Voilà les hommes



...guerre de 1939, l'Algérie connut dans les villes les mêmes réactions politiques que la métropole.

avec qui je ferai l'Algérie nouvelle. »

Détail curieux : tout de suite après l'indépendance, Me Lepez a été nommé au Conseil économique et Mekki a acheté un hôtel à Paris.

Il est regrettable que vos collaborateurs aussi précis n'aient pas poursuivi la mission qui venait de leur être confiée.

Vous affirmez que de Gaulle est entré dans la foule pour serrer des mains. Il s'est, en effet, avancé, mais, bien encadré, par ses « barbouzes », a été poussé dans la voiture qui a aussitôt démarré.

M. P. C..., 09120 Varilhes



Vous avez prolongé le tirage de votre revue, je vous en félicite. D'autre part, il arrive que la lecture de vos revues éveille des souvenirs, pas si vieux, et puis l'on pense : « Tiens ! j'aurais bien écrit à X..., mais je n'ai pas son adresse. »

Et si, outre le courrier des lecteurs, vous ajoutiez de temps à autre la « rubrique des lecteurs », avec des annonces très courtes (jeune X..., ayant servi à Y..., aimerait avoir l'adresse de Z...)? Qu'en pensez-vous? Là, je crois que je reflète l'opinion de beaucoup de lecteurs.

Ce serait, en quelque sorte, les P.A. pour retrouver d'anciens copains d'A.F.N., pour échanger des insignes, écussons, divers objets tels que pierres taillées, animaux naturalisés, etc.

M. R. G...,
78600 Maisons-Laffitte



...Il est vrai que rares sont ceux qui s'intéressent à l'Algérie; il faut avoir perdu un être cher en Algérie ou avoir pâti de cette terrible situation. Je ne suis pas pied-noir, mais métropolitaine ayant vécu de 1958 à 1963 à Alger et j'attends vainement une relation exacte de ce que furent ces années de misère morale et physique. L'attentat de la rue d'Isly, j'y étais; les barricades, je les ai enjambées; « Bab-el-Oued », j'étais aux premières loges, mais si je vous disais tout ce que j'ai vu, vous n'accepteriez pas de le publier... Et mon cœur saignait autant que celui de mes frères d'Algérie quand, le 7 juillet 1963, le bateau s'éloigna des côtes algériennes. Le public français, qui n'a rien compris au drame algérien, restera de bois devant « Historia Magazine ».

Mme A. A..., 06320 Cap-d'Ail

(à suivre)

Le directeur de la publication : Maurice DUMONCEL — Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial, Paris-19e - D.L. C 351